

Commission Territoires et coopérations

**La société civile dans l'espace rhénan :
« comprendre, réfléchir, impulser »**

13 avril 2010



CÉSA

Conseil Économique et Social  **Alsace**

Maison de la Région, 1 place du Wacken,
BP 91 006 - 67000 Strasbourg
Tél. 03 88 15 68 00 - Fax : 03 88 15 68 09
Mail : cesa@region-alsace.eu
www.cesa-alsace.eu

Avis

••••••••••

**La société civile dans
l'espace rhéna :
« Comprendre,
réfléchir, impulser »**

Avis du 13 avril 2010

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu les articles L. 4111-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, relatifs à l'organisation de la Région,

Vu les articles L. 4241-1 et L. 4241-2 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux compétences du Conseil économique et social régional,

Vu la lettre de saisine du Président du Conseil Régional en date du 24 décembre 2008,

Vu le projet d'avis transmis par la commission « Territoires et coopérations » du CÉSA du 19 mars 2010,

Vu la décision du bureau du CÉSA en date du 13 avril 2010,

Anne SANDER, rapporteur, entendue en séance plénière,

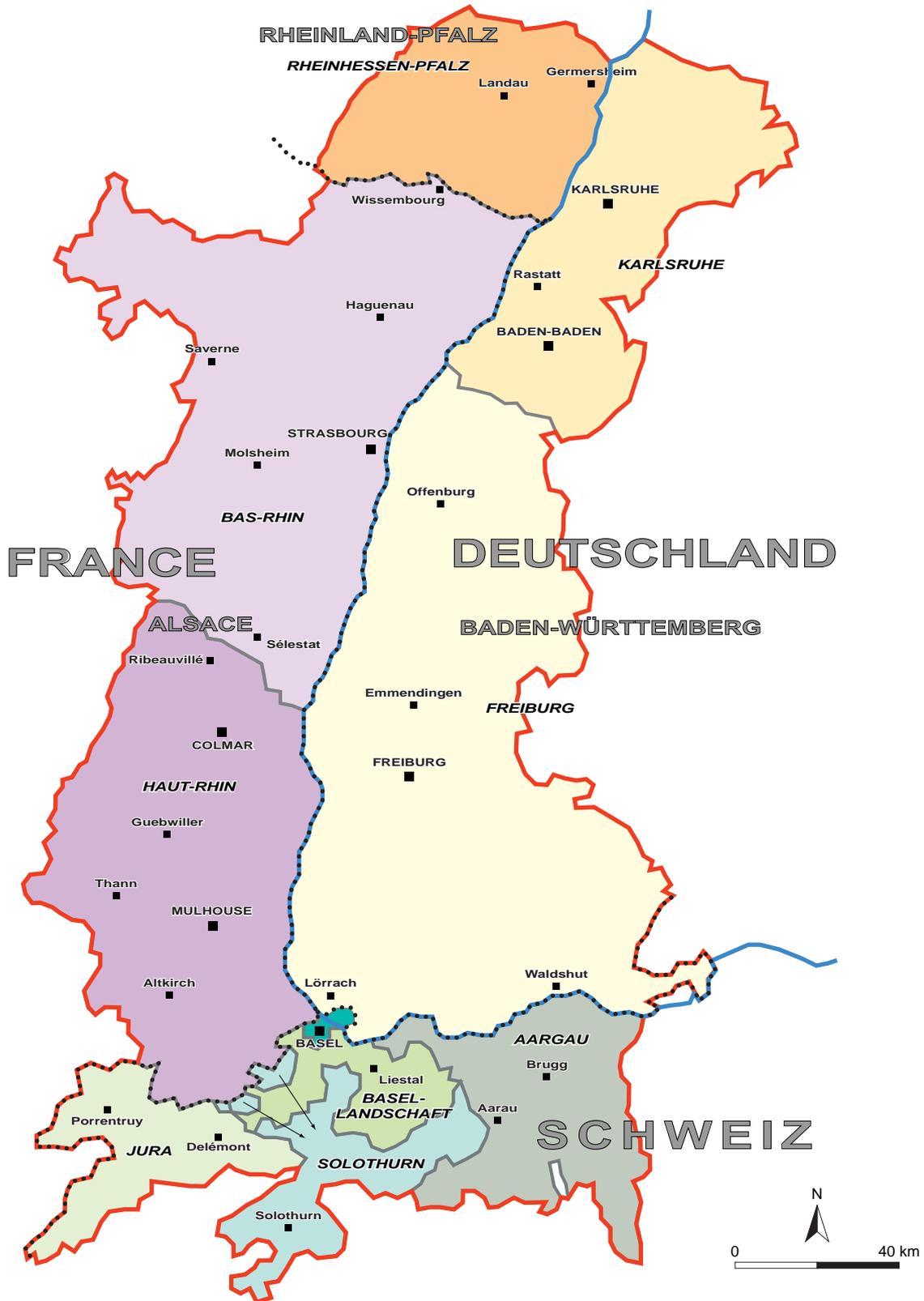
Le Conseil économique et social d'Alsace a voté le présent avis par :

**51 pour
1 contre
7 abstentions**

Sommaire

Introduction	7
1. Le contexte.....	8
1.1. Rappel des initiatives de coopération existantes.....	8
1.1.1. La coopération institutionnelle	8
1.1.2. La coopération citoyenne	9
1.2. Le concept société civile	10
1.2.1. Définition du concept	10
1.2.2. La société civile dans le Rhin supérieur	11
1.2.3. Les modes d'organisation de la société civile	11
1.2.4. Les modes d'expression de la société civile	12
1.2.5. Pour quelle légitimité ?	12
1.3. La Région métropolitaine du Rhin supérieur	13
1.3.1. Présentation du territoire de la Région métropolitaine	13
1.3.2. Présentation du projet de la Région métropolitaine : la déclaration commune.....	14
1.3.3. L'organisation en piliers.....	14
2. Les préconisations du CESA : « comprendre, réfléchir, impulser »	17
2.1. Proposition 1 : « Comprendre »	17
2.2. Proposition 2 : « Réfléchir »	19
2.3. Proposition 3 : « Impulser »	20
Conclusion.....	23
Annexes	25
Annexe 1 : Déclaration commune du 11 ^{ème} Congrès Tripartite.....	27
Annexe 2 : Territoires de coopération du Rhin Supérieur.....	33
Remerciements.....	35
Contact.....	36

Espace du Rhin supérieur en 2007



Limites de l'espace du Rhin Supérieur / Grenze des Oberrheingebiets

..... Limites d'Etat

— Département (F) - Regierungsbezirk (D) - Kanton (CH)



SIG-ESP-2097

Réalisation : Région Alsace / SIG
Données : Région Alsace
Fond de Carte : Région Alsace
Janvier 2007

Introduction

Une nouvelle étape de la coopération franco-germano-suisse a été franchie lors de la tenue à Strasbourg, le 11 janvier 2008, du 11^{ème} Congrès tripartite.

A cette occasion, il a été décidé d'inscrire les coopérations sectorielles déjà existantes dans un projet d'avenir plus global : **la construction d'une Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur**. L'objectif affiché est de faire de l'espace rhénan un pôle de développement à vocation économique, sociale et culturelle, rayonnant au delà des limites administratives et des frontières.

La déclaration commune¹ signée lors du Congrès tripartite définit le projet de Région métropolitaine, dont l'un des aspects essentiels est une forte implication de la société civile. En effet, il s'agit de permettre aux citoyens d'exprimer leurs attentes, sans créer une structure institutionnelle supplémentaire, dans le but d'aboutir, selon les termes mêmes de la déclaration, à l'émergence d'une véritable appartenance à l'espace du Rhin supérieur.

La société civile est une force vive du sillon rhénan et constitue un pilier majeur de cette initiative. Le Président de la Région Alsace, Adrien Zeller, sollicité pour ce projet, a voulu que le Conseil économique et social d'Alsace², par essence représentatif de la société civile, participe activement aux réflexions et aux propositions menées dans ce cadre. Par courrier du 24 décembre 2008, il a formellement saisi le CESA sur ce projet. Il a également demandé au CESA de représenter l'Alsace au niveau du pilier de la société civile.

La consultation des citoyens par le biais de forums doit permettre de créer un cadre de vie préservé et valorisé, perçu par ses habitants comme un espace commun et partagé dans tous les domaines de la vie quotidienne. La Région métropolitaine du Rhin supérieur pourra ainsi s'affirmer comme une région transfrontalière au développement harmonieux.

Le CESA a donc porté ses réflexions sur deux thèmes principaux :

- comment tenter de définir la société civile à l'échelle d'un tel territoire ;
- comment inscrire l'implication de la société civile dans le projet de Région métropolitaine du Rhin supérieur.

¹ « Déclaration commune pour une Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur », signée à Strasbourg le 11 janvier 2008.

² « CESA » dans le texte.

1. Le contexte

L'espace du Rhin supérieur franco-germano-suisse, est une région avec une longue expérience transfrontalière, dont il est intéressant de rappeler les principales étapes avant de tenter de définir la notion de société civile.

1.1. Rappel des initiatives de coopération existantes

1.1.1. La coopération institutionnelle

Le point de départ a été la création d'associations de coopération «Regio» : Regio Basiliensis (1963), Haut-Rhin (1976), Fribourg (1984).

L'espace du Rhin supérieur a connu une institutionnalisation de la coopération transfrontalière dès 1975 par la signature de l'**Accord de Bonn** le 22 octobre 1975³ qui a créé une **Commission intergouvernementale franco-germano-suisse**, compétente pour : « *faciliter l'étude et la solution des problèmes de voisinage dans les régions frontalières* » (Art. 1er). Cet accord ne prévoit pas les thèmes à traiter mais définit une limitation de l'espace géographique qui comprend :

- les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (la collectivité Région Alsace n'existant pas encore) ;
- les cantons Bâle-Ville et Bâle-Campagne ;
- les régions « *Mittlerer Oberrhein*⁴ », « *Südlicher Oberrhein* » et le « *Landkreis Lörrach* » du « *Land* » Bade-Wurtemberg ;
- la région Sud-Palatinat du « *Land* » Rhénanie-Palatinat.

En 1991, une nouvelle étape importante est franchie par la création de la **Conférence du Rhin supérieur** franco-germano-suisse, qui est composée,

- en France : de l'Etat et des collectivités territoriales, Départements, Région ;
- en Suisse : des cantons Bâle-Ville, Bâle-Campagne ;
- en Allemagne : des « *Länder* » Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat.

La Conférence du Rhin supérieur est organisée en groupes de travail thématiques.

L'**accord de Bâle** du 21 septembre 2000⁵ a modifié l'accord de Bonn en formalisant le rôle principal de la Conférence du Rhin supérieur et en décidant d'un élargissement géographique, notamment en

³ Accord de Bonn du 22 octobre 1975 par échange de notes du 22 octobre 1975 entre les gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne et le Conseil fédéral suisse concernant la création d'une commission intergouvernementale pour les problèmes de voisinage dans des régions frontalières.

⁴ Les noms propres ont été traduits en français sauf lorsqu'il n'existe pas de traduction pertinente. Dans ce cas, le nom a été laissé dans sa langue initiale et mis en italique.

⁵ Accord entre le Conseil fédéral suisse, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française sur la coopération transfrontalière dans la région du Rhin supérieur, conclu à Bâle le 21 septembre 2000.

ajoutant les cantons Argovie, Soleure et Jura en Suisse et plusieurs « *Landkreise*⁶ » en Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat.

Au niveau régional, des **congrès tripartites** ont été créés en 1988. Il s'agit de colloques thématiques organisés tous les deux ans dont le dernier, en 2008 à Strasbourg, a décidé de la création de la **Région métropolitaine du Rhin supérieur**.

Au niveau subrégional/local, les sous-espaces de coopération **Régio Pamina, Régio-Tri-Rhéna, Centre**⁷ (dissous en 2006) sont créés.

Sur le plan politique, le **Conseil Rhéna**n a été créé en 1997, à l'initiative du Président du Conseil régional. Il s'agit essentiellement d'un forum de discussion politique.

Enfin, lors du sommet franco-allemand pour le 40^e anniversaire du Traité de l'Elysée le 22 janvier 2003 à Strasbourg, le principe de la création de l'**Eurodistrict Strasbourg-Orthenau** a été accepté. L'**Eurodistrict Colmar-Fribourg** et l'**Eurodistrict trinational de Bâle**⁸ ont ensuite été créés, respectivement en 2006 et 2007.

L'initiative communautaire **INTERREG** en 1990, permet de financer deux programmes dans l'espace du Rhin supérieur :

- INTERREG PAMINA (Nord, franco-allemand) ;
- INTERREG Centre-Sud (Sud, franco-germano-suisse).

INTERREG permet également la création de nombreuses structures transfrontalières (Infobest, Secrétariat de la Conférence du Rhin supérieur, Euro-info-consommateur, Euro-institut, Regio PAMINA).

1.1.2. La coopération citoyenne

Indépendamment de la mise en place de cette coopération institutionnelle, les acteurs de terrain, ont depuis bien longtemps, réalisé de nombreux projets en commun avec leurs voisins suisses et allemands. Les initiatives de jumelage entre villes étaient certainement pionnières dans ce domaine. Les rencontres dans le milieu du sport, de la jeunesse ou de la culture ne se comptent plus. Elles sont devenues part entière de notre vie quotidienne.

Cette coopération sectorielle a d'ailleurs, dans certains cas, pris une dimension plus officielle par la création d'organismes internationaux spécifiques. On peut citer par exemple :

- les Chambres de Commerce et d'Industrie du Rhin supérieur ;
- les coopérations universitaires « EUCOR » ;
- les comités syndicaux internationaux ;
- le Réseau Transfrontalier d'Information pour l'Artisanat ;
- les fédérations internationales de locataires ;
- les organisations religieuses et caritatives ;
- le partenariat des acteurs de l'emploi ;
- le programme d'action Eures-T Rhin supérieur qui a pour but le développement et la promotion du marché du travail transfrontalier dans le Rhin supérieur ;
- etc. ...

⁶ Les « *Landkreise* » sont des subdivisions des « *Länder* ».

⁷ Voir carte en annexe

⁸ Voir carte en annexe

Des manifestations sous forme de séances de Conseils municipaux « conjoints », des projets aboutis comme ABIBAC, le passeport des musées du Rhin supérieur « Pass Musées » ou encore les programmes proposés par l'Université Populaire montrent le dynamisme et la diversité du rôle de la société civile en matière de coopération, parallèlement à la coopération institutionnelle.

Cependant, la notion d'engagement citoyen et la définition même de la société civile étant très différentes d'un pays à l'autre, il est nécessaire de tenter de définir le concept de société civile avant de pouvoir analyser les formes de participation possibles dans le cadre du projet de la Région métropolitaine du Rhin supérieur.

1.2. Le concept société civile

1.2.1. Définition du concept

La notion de société civile est un concept qui répond à de nombreuses définitions. Par exemple, le CESE⁹ dans son avis du 22 septembre 1999 a décrit la société civile comme un « *concept global et dynamique désignant toutes les formes d'action sociale d'individus ou de groupes qui n'émanent pas de l'Etat et qui ne sont pas dirigées par lui* ».

Jacques Delors, quant à lui,¹⁰ a défini la société civile comme « *des institutions plus ou moins formalisées sur base volontaire qui sont structurées par le droit et qui sont un lieu de formation de la volonté collective et de représentation des citoyens* ».

L'évolution du concept de société civile s'analyse au fil du temps. Au Moyen-Âge, la société civile s'est d'abord constituée par opposition au clergé qui jouait, à l'époque, un rôle prépondérant dans la gouvernance du pays. Au siècle des Lumières, le concept évolue plutôt vers une opposition à l'Etat et à l'instauration d'un espace social de libertés individuelles. Mais ce n'est qu'au XIXe siècle, qu'elle sera formalisée et deviendra un niveau social autonome, structuré par le droit et reconnu comme tel par l'Etat. C'est le premier pas vers une démocratie plus participative en complément d'une démocratie représentative.

Le développement de la société civile peut se définir comme un processus culturel qui mène à la sensibilisation au politique et à la participation démocratique.

Mais l'action des citoyens ne peut être légitime que si elle est organisée de manière autonome et structurée par des citoyens considérés comme des sujets juridiques porteurs de la souveraineté constitutionnellement garantie et réellement indépendants de l'Etat et de ses institutions.

Ceci définit la société civile dite « organisée » qui peut être appréhendée comme l'ensemble de toutes les structures organisationnelles, institutionnelles ou non, qui jouent un rôle de médiateur entre les pouvoirs publics et les citoyens.

Le terme de société civile organisée concerne donc la partie des citoyens qui se sont réunis dans une structure par opposition au citoyen individuel qui reste toujours un « sujet » de la société civile.

⁹ Avis du Comité économique et social européen sur « Le rôle et la contribution de la société civile organisée dans la construction européenne » - Réf.: CES 851/99 - 22 septembre 1999.

¹⁰ Intervention de M. Jacques Delors, Première convention de la société civile organisée au niveau européen, Comité économique et social européen, Bruxelles - 15 et 16 octobre 1999.

1.2.2. La société civile dans le Rhin supérieur

Si la société civile s'est d'abord construite par opposition au clergé, puis à l'Etat, aujourd'hui, la démarche dans l'espace du Rhin supérieur est totalement différente. En effet, la Région métropolitaine veut se construire positivement « avec » le pouvoir politique et non pas « contre » lui.

La société civile étant un processus culturel, elle repose sur un socle de valeurs communes, d'histoire, de cultures.

Le challenge à relever consiste donc à se focaliser sur ces valeurs communes, qui sont nombreuses - éducations, cultures, géographie, économie, - et à dépasser les dissensions passées et les différences culturelles - histoires, langues, populations, législations, aspects sociaux, - de façon à constituer ce socle de valeurs communes pour asseoir la société civile de l'espace rhénan qui, à son tour, pourra donner naissance à une identité rhénane au-delà des frontières.

L'identification à l'espace rhénan se fera donc partiellement à partir d'une histoire commune, qui comporte des éléments séparateurs mais aussi des éléments unificateurs. Elle doit se construire à partir d'une démarche interculturelle intégrant les valeurs de respect et de tolérance.

1.2.3. Les modes d'organisation de la société civile

1.2.3.1. En France

La société civile organisée en France est peut-être celle qui revêt la plus grande pluralité de formes : les partenaires sociaux, les organisations socioprofessionnelles, les organismes consulaires, la structuration coopérative de certaines entreprises, le secteur de l'économie sociale et solidaire, les organisations non gouvernementales (ONG), dont bien sûr les multiples associations, sont autant de forces vives de la société civile, qui agissent dans la quasi-totalité des secteurs de la vie professionnelle, sociale ou familiale des citoyens français.

1.2.3.2. En Allemagne et en Suisse

Dans ces deux pays, l'implication de la société civile relève davantage de l'héritage du bénévolat, basé à l'origine sur le devoir d'assistance.

Par ailleurs, l'organisation administrative décentralisée de ces pays, par opposition à celle de la France, favorise une participation active des citoyens sous la forme de referendums, forums, consultations directes sur des projets de proximité....

1.2.4. Les modes d'expression de la société civile

1.2.4.1. Les formes de participation

La participation des citoyens peut revêtir différentes formes, dont les principales sont :

- les jumelages ;
- les manifestations populaires, contre-sommet,... ;
- les pétitions ;
- les projets citoyens ;
- les forums de consultation des citoyens sur des projets spécifiques (aménagement des quartiers, environnement proche...) ;
- les forums de discussion sur Internet ;
- les référendums ;
- en Suisse, les votations d'initiatives populaires ;
- etc ...

1.2.4.2. Les structures de participation

Les participations citoyennes s'appuient sur différentes structures, dont on peut citer notamment :

- les Conseils de développement ;
- les Conseils de quartiers ;
- les Conseils économiques et sociaux régionaux français ;
- le Conseil économique, social et environnemental français ;
- le Comité économique et social européen ;
- les Conseils de jeunes et d'enfants ;
- les jurys citoyens ;
- etc. ...

1.2.5. Pour quelle légitimité ?

Dans son avis du 14 février 2006, le CESE¹¹ a posé neuf critères pour qu'une organisation européenne puisse être considérée comme représentative de la société civile :

- être dotée d'une structure durable au niveau européen ;
- avoir un accès direct à l'expertise de ses membres ;
- représenter des intérêts généraux, conformes aux intérêts de la société européenne ;

¹¹ Avis du Comité économique et social européen du 14 février 2006, « La représentativité des organisations européennes dans la société civile dans le cadre du dialogue civil », CESE 240/2006.

- être composée d'organisations qui, au niveau de leurs États membres respectifs, sont considérées comme représentatives des intérêts qu'elles défendent ;
- avoir des organisations affiliées dans la grande majorité des États membres ;
- prévoir une obligation de rendre compte aux membres de l'organisation ;
- disposer d'un mandat de représentation et d'action au niveau européen ;
- être indépendante et ne pas être soumise à des directives émanant d'intérêts extérieurs ;
- être transparente, en particulier pour ce qui concerne ses finances et ses processus décisionnels.

La Région métropolitaine du Rhin supérieur est un projet basé sur une forte implication de la société civile. Il devra impérativement tenir compte de ces critères pour donner toute sa légitimité à l'expression de son pilier société civile.

1.3. La Région métropolitaine du Rhin supérieur

1.3.1. Présentation du territoire de la Région métropolitaine

L'espace du Rhin supérieur s'étend sur une superficie de près de 22 000 km² et compte 1 817 communes. La population s'élève à presque 6 millions d'habitants, soit une densité de 274 habitants au km². Sur le plan économique, le Produit Intérieur Brut avoisinait les 170 milliards d'euros¹² en 2005, soit environ 28 300 € par habitant.

Entité géographique, nichée entre la Forêt Noire, les Vosges et le Jura, le Rhin supérieur est un espace naturel de vie et d'échanges. Les relations économiques transfrontalières sont nombreuses et dynamiques, allant du simple « shopping » aux déplacements quotidiens des travailleurs frontaliers et des transactions commerciales à l'implantation d'entreprises dans le pays voisin.

Ce territoire dispose d'un patrimoine culturel très riche et fut l'un des berceaux de l'humanisme. Les universités de Strasbourg, Bâle et Fribourg forment des scientifiques de renommée mondiale. Il possède également une grande attractivité touristique de par ses paysages, ses cultures, sa gastronomie et sa qualité de vie.

Sur le plan géographique, l'espace du Rhin supérieur se situe au cœur de l'Europe de l'Ouest. Il est doté d'infrastructures de transports à dimension internationale bien développées, notamment grâce au TGV Est Europe et au projet de TGV Rhin-Rhône ainsi qu'aux plateformes aéroportuaires de Bâle/Mulhouse/Fribourg, de l'aéroport international de Strasbourg, des aéroports de Francfort ou de Zurich.

En outre, c'est une région disposant d'un important potentiel économique, stimulée par ses voisins, par exemple, dans les domaines de la préservation de l'environnement, de la maîtrise des énergies et de la promotion des énergies renouvelables.

Mais a contrario, le territoire présente aussi des faiblesses. La mobilité y est parfois compliquée, le Rhin formant un obstacle naturel autant qu'une frontière, d'autant que les infrastructures de liaison le long du Rhin sont insuffisantes à certains endroits.

Une autre difficulté provient du problème de la langue, qui constitue un frein à la communication entre ses habitants.

¹² Référence : « Rhin supérieur : Faits et chiffres » publié à l'occasion du 11^e Congrès tripartite 2008.

Ce territoire est composé de trois pays, la France, l'Allemagne et la Suisse, - ce dernier ne faisant pas partie de l'Union européenne -, et de quatre « régions », l'Alsace, le pays de Bade, le Sud du Palatinat et le Nord Ouest de la Suisse. Le projet de la Région métropolitaine doit donc intégrer des fonctionnements liés à des structures administratives et politiques propres à chaque pays (Etat centralisé en France, « *Länder* » en Allemagne, cantons en Suisse) et construire des projets en surmontant les difficultés relevant de processus législatifs et culturels différents.

L'existence d'une longue et fructueuse coopération, le fort potentiel dans le domaine de la formation, la recherche et l'enseignement supérieur, un tissu d'entreprises innovantes et performantes sont des atouts pour intensifier le travail de coopération existant au sein de cet espace trinational.

C'est donc pour unir les forces mais aussi pour surmonter les faiblesses de cet espace, qu'est né le projet d'une Région métropolitaine trinationale afin de promouvoir le développement économique et social du Rhin supérieur.

1.3.2. Présentation du projet de la Région métropolitaine : la déclaration commune

Lors du 11^e Congrès tripartite, le 11 janvier 2008 les représentants des mondes politique, économique et universitaire des trois pays ont signé une déclaration commune pour une Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur afin de faire de cet espace « **un modèle de développement et de coopération** ».

Tout l'enjeu consiste à orienter la communauté transfrontalière vers la mise en œuvre de projets pour faire du Rhin supérieur l'un des espaces de vie les plus attractifs d'Europe dans les domaines de l'économie, de la culture et du savoir, sans créer une nouvelle structure.

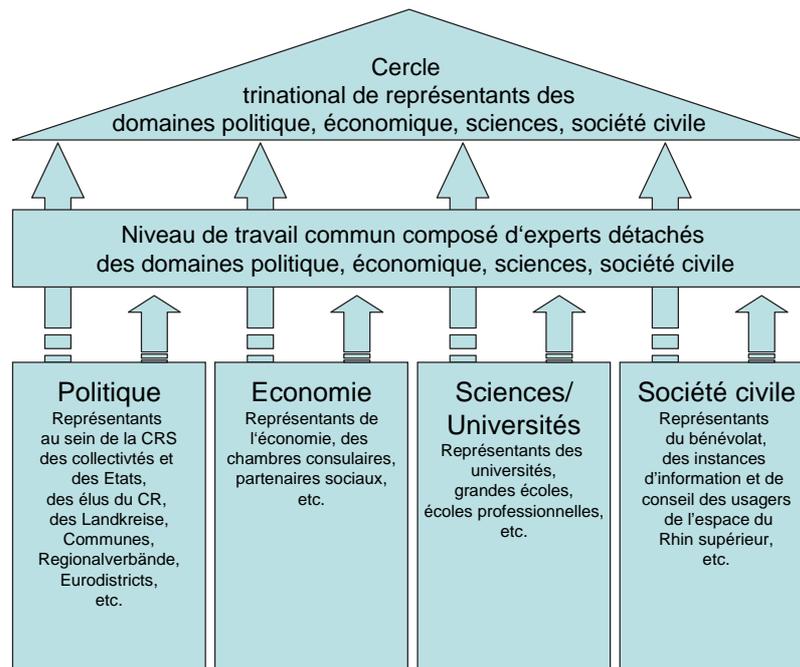
La Région métropolitaine se développera sur la base de quatre piliers constitués par la politique, l'économie, la recherche et l'enseignement supérieur ainsi que la société civile. Les acteurs de ces domaines s'engagent, sur la base d'une intensification du dialogue transfrontalier, à une coopération plus étroite dans l'optique de poursuivre le développement de la Région métropolitaine. Bien entendu, les travaux de la Région métropolitaine se feront en étroite collaboration avec les structures de coopération existantes.

Le projet de la Région métropolitaine du Rhin supérieur a fait l'objet d'une présentation officielle devant la Commission européenne le 31 mars 2009 à Bruxelles. Les responsables politiques, économiques et scientifiques ainsi que les représentants de la société civile ont retenu l'attention de la Commission qui a considéré cette démarche innovante et porteuse d'avenir pour le développement des régions européennes.

1.3.3. L'organisation en piliers

La déclaration commune signée lors du 11^e Congrès tripartite a prévu le développement de la Région métropolitaine du Rhin supérieur sur la base de quatre piliers.

Gouvernance de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur¹³



CRS = Conférence du Rhin supérieur
Cr = Conseil Rhénan

1.3.3.1. Le pilier politique

Son objectif est de mettre en réseau les différentes instances qui composent la Région métropolitaine au niveau local : collectivités locales en France, « *Länder* » en Allemagne et cantons en Suisse.

Le pilier politique est le « pilote » de la Région métropolitaine. Son rôle est d'impulser une dynamique de projets visant à poursuivre le développement de l'espace par une intensification du dialogue transfrontalier et un renforcement de la coopération.

Le pilier politique a un rôle transversal de concertation entre les piliers afin de fixer la stratégie générale, d'évaluer les résultats et d'assurer les relations publiques et la représentation.

Mais il a également un rôle de coordination avec les différentes structures de coopération existantes qui continueront bien entendu leurs travaux ; la Région métropolitaine n'ayant, en aucun cas, vocation à se substituer aux organismes existants.

1.3.3.2. Le pilier économique

L'espace rhénan constitue un important centre d'activité économique. Mais la crise économique et financière ainsi que la montée en puissance d'autres régions du globe ont quelque peu mis à mal cette position. Il est devenu indispensable aujourd'hui de mobiliser de façon globale le potentiel de l'espace du Rhin supérieur en dépassant les visions régionales particulières, par une mise en synergie de tous les moyens et surtout des différents atouts des uns et des autres.

Les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), les « *Industrie- und Handelskammer* » (IHK), ainsi que les partenaires sociaux, se sont déjà largement inscrits dans cette démarche.

¹³ Source : Conférence du Rhin supérieur.

Le pilier économique a d'ores et déjà opté pour la réalisation de cinq projets concrets :

- la promotion du tourisme ;
- la stimulation de l'innovation ;
- la promotion des infrastructures de communication ;
- l'amélioration de la visibilité et de la lisibilité internationale de la Région du Rhin supérieur ;
- le développement des réseaux en matière d'innovation.

1.3.3.3. Le pilier sciences et recherche

Le pilier sciences et recherche s'appuie sur des travaux entrepris dans les domaines suivants :

1) Un système éducatif efficace est la base du développement de la science et de la recherche. La connaissance de la langue et de la culture des différents partenaires est indispensable pour promouvoir la mobilité. La formation d'enseignants bilingues par le biais du master trinational « plurilinguisme » dans le cadre de « Colingua » est l'un des exemples d'actions entreprises en ce sens.

2) La coopération transfrontalière entre universités et « *Fachhochschulen* » est décisive ; l'exemple le plus probant étant la confédération des cinq universités du Rhin supérieur « EUCOR ». Mais cette coopération doit aller plus loin en proposant des offres transnationales qui dépasseront les actions nationales.

3) La coopération entre milieu universitaire et monde économique doit être renforcée. Il faut favoriser davantage les transferts de technologies et de compétences et mieux lier la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

4) Enfin, le pilier science et recherche, devant agir comme un moteur de développement économique, social et culturel, est fortement tributaire des différences administratives et juridiques des trois pays. Il joue donc un rôle prépondérant pour l'évolution du cadre général de la coopération dans l'espace du Rhin supérieur.

1.3.3.4. Le pilier société civile

Le projet de la Région métropolitaine du Rhin supérieur a pour ambition de donner une place prépondérante à la société civile, se démarquant ainsi des autres actions de coopération existantes.

En faisant de la société civile un pilier à part entière, au même titre que l'économie ou la recherche, la Région métropolitaine affirme sa volonté de faire participer le citoyen au développement futur de son espace de vie. Pour cela, la société civile doit être intégrée dans le processus de construction en s'exprimant sur les projets de coopération.

Il s'agira, à plus long terme, pour le pilier société civile de mieux faire percevoir aux habitants l'intérêt que représente l'espace rhénan. Il faut pour cela mettre en place une véritable réflexion sur l'identité et la culture rhénane.

Le pilier société civile va entamer cette démarche en organisant trois « forums » afin de permettre aux citoyens d'exprimer directement leurs attentes par rapport au projet de la Région métropolitaine. Le premier forum aura lieu à Strasbourg en octobre 2010, le deuxième à Bâle début de l'année 2011 et le troisième à Karlsruhe au printemps 2011. Ils regrouperont chaque fois environ deux cents personnes, représentatives de différentes structures professionnelles et associatives. Ces personnes seront appelées à exprimer des besoins qui pourront, dans un deuxième temps, aboutir à la réalisation de projets concrets. Un quatrième forum « récapitulatif » des propositions formulées est prévu à la fin de l'année 2011.

2. Les préconisations du CESA : « Comprendre, réfléchir, impulser »

Les préconisations du CESA s'articulent autour de trois idées fortes qui constituent des étapes progressives, mais fondamentales, pour l'appropriation de l'espace du Rhin supérieur et pour aboutir, in fine, à l'émergence d'une citoyenneté rhénane.

Pas à pas, ces étapes sont :

- 1) **Comprendre** l'espace du Rhin supérieur, ses lois, son organisation, ses cultures, son fonctionnement, ses différences entre pays..... ;
- 2) **Réfléchir** à son évolution, à son développement futur, notamment sur le plan économique ;
- 3) **Impulser**, participer, en qualité de citoyen, à la mise en œuvre de projets communs de développement et de coopération pour faire évoluer les réglementations et simplifier ainsi la vie quotidienne. Ces projets feront le trait d'union entre les pays et les cultures et permettront de gagner en performance et compétitivité.

2.1. Proposition 1 : « Comprendre »

Le projet de la Région métropolitaine du Rhin supérieur repose sur l'idée de la prise de conscience d'une identité rhénane transfrontalière.

Mais avant de pouvoir se reconnaître dans une entité, ne faut-il pas d'abord être capable d'appréhender cette entité dans ses diverses dimensions ?

Le CESA propose un travail de clarification en amont, afin de pouvoir toucher le citoyen.

En effet, une meilleure connaissance de son environnement, permettra au citoyen de prendre conscience des valeurs communes qui existent sur le territoire de la Région métropolitaine au-delà des frontières (langues, cultures, traditions, économie...) mais aussi de comprendre ses différences (histoire, institutions, législations...) qui deviendront source d'enrichissement culturel mutuel.

Dans le même esprit, la Commission européenne s'était saisie de cette question à l'échelle de l'Union européenne, et avait publié en 2006 « un Livre blanc sur la communication européenne¹⁴ » proposant des mesures collectives de communication et d'information avec les Gouvernements respectifs dans l'ensemble de l'Union européenne.

Le CESA propose de renforcer et de personnaliser cette initiative à l'échelle de la Région métropolitaine avec l'aide des institutions européennes et nationales et en s'appuyant sur les différentes structures existantes.

¹⁴ Commission des communautés européennes : Livre blanc sur une politique de communication européenne 01/02/2006.

Le CESA suggère les actions suivantes :

- **le renforcement de l'apprentissage de la langue du voisin**, vecteur indispensable à la communication : la première difficulté à laquelle se heurtent les projets transfrontaliers est le problème de la langue. Le CESA insiste particulièrement sur un soutien fort des actions en faveur de l'apprentissage de la langue du voisin, qui est la condition première pour favoriser les relations à l'intérieur de l'espace du Rhin supérieur. Un apprentissage dès le plus jeune âge, notamment dans le cadre du système scolaire, ainsi qu'une pratique régulière entretenue par tous types de manifestations ou de rencontres, comme les forums de la Région métropolitaine, sont des éléments dont le développement est primordial pour promouvoir des projets à l'échelle de la Région métropolitaine. La langue est également un facteur déterminant pour permettre à la population des trois pays de communiquer en dehors des structures, afin de construire, pas à pas, cette société civile de l'espace rhénan ;
- **des actions d'information en matière d'éducation civique** : la connaissance des institutions nationales et européennes est déterminante pour permettre au citoyen de participer à la vie publique. Le système éducatif et scolaire est moteur en ce domaine, que ce soit dans le cadre des programmes classiques d'enseignement ou d'actions ponctuelles telles que, par exemple, le programme « le Mois de l'Autre ». Mais il peut également être fortement soutenu par d'autres structures telles que les organismes de formation ;
- **des actions d'information spécifiques pour la connaissance de l'espace du Rhin supérieur** : histoire, géographie, organisations politiques et administratives, cultures.... Mieux connaître son voisin permettra de se rapprocher de lui. Les associations et les structures touristiques jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement de cette démarche ;
- **le renforcement des actions d'information sur les droits des citoyens** : afin de permettre aux citoyens de connaître leurs droits et obligations dans l'espace européen et plus particulièrement dans l'espace du Rhin supérieur, notamment dans le cadre de déplacements et de démarches commerciales, en soutien des actions déjà existantes ;
- **le renforcement du dialogue sous toutes ses formes** : de nombreuses manifestations sont par ailleurs organisées afin de permettre au citoyen de s'exprimer mais aussi d'entendre ses voisins. Peuvent être cités, les Etats Généraux de l'Europe, organisés tous les ans par un groupe d'associations, la semaine européenne de la démocratie locale organisée annuellement par le Conseil de l'Europe ou encore les forums qui sont prévus dans le cadre de la Région métropolitaine.
Le CESA, en sa qualité de représentant de la société civile organisée, est bien sûr présent lors de ces manifestations. Mais il redoute que ces opérations se transforment en débats de spécialistes et que la société civile se trouve insuffisamment représentée. Il incite donc vivement les citoyens à venir s'exprimer lors de ces débats où ils ont toute leur place et où se joue l'avenir de leur espace de vie ;
- **l'utilisation des nouveaux modes de communication** notamment l'outil Internet : l'idée d'un grand site Internet dédié à la Région métropolitaine, comportant des pages réservées à l'expression de la société civile (chat, blogs, forums de discussion, FAQ¹⁵ etc. ...). Ce site pourrait également servir à présenter les projets concernant la Région métropolitaine, voire à proposer des échanges avec les habitants sur ces projets ;
- **un grand débat animé et soutenu par les médias** dont le rôle est fondamental. Le challenge est d'arriver à impliquer davantage les médias dans les questions concernant la Région métropolitaine. Des pages spécifiquement consacrées à ce sujet à l'instar des pages thématiques spécialisées de certains périodiques pourraient jouer un rôle d'information du public très pertinent ;

¹⁵ FAQ = Frequently Asked Questions = questions fréquemment posées.

- **la mise en place de « représentations » dans le pays voisin**, véritables pôles de communication : une présence accrue sur l'ensemble de l'espace du Rhin supérieur permettrait de mieux se faire connaître par la population et contribuerait à développer les liens interculturels entre les différents territoires. Ce sont des lieux privilégiés de mise en réseau des acteurs dans tous les secteurs de la vie des citoyens.

Proposition 1 : « Comprendre »

Le CESA propose que les structures existantes, institutionnelles ou non, renforcent leurs actions de communication afin de permettre à la population de mieux connaître l'espace du Rhin supérieur.

L'appropriation par le citoyen de cet espace constitue la base pour permettre l'émergence d'une identité rhénane à laquelle il pourra s'identifier et qui pourra servir de fondement à la mise en œuvre de la cohésion territoriale.

2.2. Proposition 2 : « Réfléchir »

Un des objectifs majeurs des travaux de l'Union européenne dans les prochains mois est le devenir de la stratégie de Lisbonne à l'horizon 2020, dénommée « Stratégie UE 2020 ». Il s'agit de trouver un rééquilibrage permettant de mieux concilier les objectifs économiques, sociaux, environnementaux ainsi que les objectifs de cohésion sociale et territoriale.

La Conférence du Rhin supérieur propose une réflexion sur les objectifs de la stratégie UE 2020¹⁶ à l'échelle de la Région métropolitaine en privilégiant les thèmes du développement de la connaissance, de l'ouverture des sociétés et d'une économie compétitive et plus verte, tout en tenant compte du fait que la Suisse n'est pas soumise au traité de Lisbonne.

La proposition du CESA est d'associer plus étroitement le pilier « société civile » de la Région métropolitaine à cette réflexion, afin de mieux prendre en compte les besoins futurs de la population dans cet espace trinational.

Pour mener ces travaux, le CESA pourrait s'entourer des partenaires suisses et allemands représentatifs des mêmes structures (employeurs, partenaires sociaux, monde associatif) afin de former une assemblée représentative de la société civile, qui pourrait s'apparenter à un « **Comité économique et social du Rhin supérieur** ».

Ce Comité économique et social du Rhin supérieur pourrait :

- **avoir une composition approchant de celle du Comité économique et social européen**, à savoir être composé de trois collègues (employeurs, salariés et activités diverses) ;
- **avoir une mission consultative sur les projets trinationaux de la Région métropolitaine**, en rédigeant des avis qui seraient transmis aux représentants politiques des trois pays ;

¹⁶ Conférence du Rhin supérieur : Propositions du Rhin supérieur concernant la future stratégie UE 2020.

- **participer activement aux réflexions menées par la Conférence du Rhin supérieur sur la stratégie UE 2020.** Cette réflexion paraît particulièrement importante dans la mesure où ces travaux sont, pour l'instant, conduits par les responsables politiques et économiques sans implication de la société civile ;
- **réfléchir aux aspects sociaux spécifiques dans le cadre du travail frontalier** et plus généralement élargir ses travaux à toutes les questions de réglementations, de protection sociale, de rémunérations, etc.....liées à l'activité professionnelle dans cet espace trinational ;
- **participer à l'évaluation des politiques publiques** à l'échelle du Rhin supérieur.

L'implication de la société civile pourrait devenir un maillon principal de mise en œuvre de la cohésion territoriale sur le territoire du Rhin supérieur, qui est une condition sine qua non de la réussite de la stratégie UE 2020.

Proposition 2 : « Réfléchir »

Le pilier société civile de la Région métropolitaine pourrait être étroitement associé aux réflexions sur l'évolution de la « stratégie UE 2020 » à l'échelle du territoire de la Région métropolitaine en concertation avec les autres piliers.

Pour cela, le CESA propose de s'entourer des partenaires suisses et allemands issus des mêmes structures (employeurs, partenaires sociaux, monde associatif) afin de former une assemblée représentative de la société civile, qui pourrait s'apparenter à un Comité économique et social du Rhin supérieur.

2.3. Proposition 3 : « Impulser »

La société civile : pour quoi faire ? Pourquoi faut-il l'impliquer ? La question se pose en toute légitimité. Aujourd'hui, dans les trois pays composant la Région métropolitaine, le pouvoir est exercé par des hommes politiques démocratiquement élus.

Néanmoins, il paraît souhaitable de compléter cette démocratie représentative par une participation plus active de la société civile. Cette dernière devrait avoir davantage la possibilité d'exprimer ses besoins et de les faire remonter aux instances décisionnelles.

C'est l'esprit de la Région métropolitaine, notamment au niveau du pilier de la société civile, qui doit devenir un lieu d'expression populaire en laissant, bien sûr aux élus, la capacité de mise en œuvre des projets souhaités par les citoyens.

Le projet de Région métropolitaine du Rhin supérieur est le premier basé sur cette démarche. Le processus d'assimilation de cette idée par l'ensemble des partenaires sera long. Mais si, dans un premier temps, on arrive à faire se rencontrer des citoyens de trois pays différents, à les faire communiquer et échanger sur des questions concernant leur vie quotidienne, le premier pas de cette démarche sera franchi.

Le CESA considère que l'implication de la société civile pourrait être particulièrement pertinente dans les domaines comme la formation et l'emploi, notamment dans le cadre de la réflexion sur la stratégie UE 2020, mais également dans des secteurs tels que la santé ou la jeunesse.

A ce titre, le CESA propose :

- **de renforcer toutes les actions en faveur de l'apprentissage des langues**, qu'il considère comme la première des priorités ;
- **de promouvoir les initiatives de rencontres des jeunes** : même si ces rencontres sont déjà très nombreuses dans certains domaines comme le sport ou la culture, leur développement, notamment dans le cadre de l'Education Nationale est indispensable pour créer des liens entre les populations des trois pays. Le programme européen « Jeunesse en action » pourrait être un appui, parmi d'autres, de cette action ;
- **de poursuivre et de développer l'information des citoyens sur les différences entre les législations nationales**. Cette démarche doit être fortement soutenue car c'est un facteur indispensable pour l'évolution future de cet espace trinational. Elle porte essentiellement aujourd'hui sur le droit de la consommation mais devrait être élargie à de très nombreux secteurs, notamment à l'activité professionnelle transfrontalière et au domaine de la santé ;
- **de créer un pilier social** dans le cadre du projet de la Région métropolitaine. En effet, le CESA considère que les aspects sociaux ne sont pas suffisamment pris en compte dans le projet de la Région métropolitaine. A titre d'exemple, il souhaite une réflexion sur les personnes en situation de précarité ou les populations migrantes à l'intérieur de l'espace du Rhin supérieur ;
- **de soutenir toutes les initiatives visant à stimuler la curiosité**, à encourager le citoyen à « aller regarder ce qui se passe de l'autre côté de la frontière » car il pourrait y trouver des réponses à ses besoins ;
- **de participer activement aux forums citoyens** qui seront organisés dans le cadre du projet de la Région métropolitaine du Rhin supérieur et destinés à faire émerger des projets dans l'espace rhénan ;
- **de soutenir la réalisation des projets** qui se dégageront de ces forums.

Par ailleurs, la Commission européenne a décidé de faire de l'année 2011 « L'année européenne du bénévolat ». **Le bénévolat est le premier moyen d'expression active de la population civile**. Il consolide les valeurs de solidarité et de cohésion sociale qui sont aussi celles de l'Union européenne. Le bénévolat occupe une très grande place dans de nombreux domaines mais possède encore un énorme potentiel de développement, notamment en France.

C'est pourquoi le CESA propose de soutenir cette démarche en s'inscrivant dans un premier temps dans le projet européen de l'année du bénévolat en 2011, puis en soutenant à plus long terme cette initiative citoyenne. A cette fin, il pourrait :

- **analyser les conditions d'organisation de l'activité bénévole** et proposer des évolutions qui faciliteraient son développement ;
- **s'appuyer sur l'expérience de la Suisse** pour promouvoir le bénévolat sur le territoire du Rhin supérieur (notamment en matière de formation des bénévoles) ;
- **participer aux manifestations** qui auront lieu dans le cadre de l'année du bénévolat en collaboration avec les services régionaux et/ou toutes les structures qui s'impliqueront dans ces projets ;
- **encourager des actions « phare »** dans les secteurs déjà fortement impliqués tels que le sport, la culture, la jeunesse... ;
- **proposer l'organisation de manifestations ponctuelles** (CESAgora, journée du **bénévolat**...) pour sensibiliser la population aux moyens dont elle dispose pour s'investir, sans forcément être liée à une structure ;

- **impliquer les médias** pour un soutien fort aux manifestations organisées dans le cadre de la l'année européenne du bénévolat, débats, conférences...surtout sur les aspects transnationaux.

Proposition 3 : « Impulser »

La société civile représente une réelle force de propositions. La Région métropolitaine est un projet unique permettant une vraie prise en compte de cette participation active des citoyens à la démocratie.

Le CESA encourage vivement cette démarche et demande que le pilier société civile devienne un pilier transversal et incontournable dans les travaux des autres piliers (économie, sciences et politique) pour donner une dimension nouvelle à la gouvernance d'un territoire, permettant ainsi d'entrer de façon dynamique et novatrice dans le monde de demain.

Le CESA propose également une réflexion - voire des manifestations - sur le développement du bénévolat sur le territoire de la Région métropolitaine.

Le CESA pourrait accompagner et soutenir la réalisation concrète des projets qui émergeront des trois forums citoyens qui seront organisés dans le cadre de la Région métropolitaine du Rhin supérieur.

Conclusion

Le projet de Région métropolitaine du Rhin supérieur apparaît comme une formidable opportunité conduisant à la mise en place d'une nouvelle forme de gouvernance qui laissera une place importante à la société civile.

En impliquant ainsi le citoyen dans cette forme d'expression, c'est un nouveau mode de participation à la prise de décision qui est proposé.

Pour permettre à la société civile de jouer tout son rôle dans cet espace en construction, le CESA propose des actions fortes qui auront pour vocation de rapprocher les femmes et les hommes, en leur permettant de mieux appréhender le territoire dans lequel ils vivent.

A cette fin, le CESA préconise un espace de rencontre des partenaires professionnels, sociaux et associatifs, qui pourrait s'apparenter à un Comité économique et social du Rhin supérieur dans sa composition, représentatif de la société civile des trois pays, dans ses diverses formes.

En outre, le CESA préconise, plus particulièrement :

- **un renforcement de l'apprentissage de la langue du voisin, dès le plus jeune âge ;**
- **le développement de l'information des citoyens sur les législations des pays voisins dans tous les domaines (emploi, formation, consommation, santé, social ...)** ;
- **la promotion des rencontres de jeunes ;**
- **le soutien du bénévolat à l'échelle du Rhin supérieur ;**
- **le renforcement des échanges et de manifestations communes.**

La participation active des citoyens à la démocratie est un processus complémentaire aux organisations politiques nationales des trois pays. Elle vise à « réimpulser » une dynamique de projets car elle constitue une véritable force de propositions.

Annexes

.....



11^{ème} Congrès Tripartite *11. Dreiländerkongress*
11 janvier 2008 à Strasbourg *11. Januar 2008 in Straßburg*

En marche vers un modèle de développement et de coopération
Auf dem Weg zu einem Modell für Entwicklung und Zusammenarbeit

Déclaration commune
pour une Région métropolitaine trinationale
du Rhin supérieur

Gemeinsame Erklärung
für eine Trinationale Metropolregion Oberrhein

<p>La vallée du Rhin supérieur, entre Jura, Vosges, Forêt-Noire et la forêt du Palatinat est un espace de vie qui compte, sur une superficie de 21 508 kilomètres carrés, six millions d'habitants dans un maillage serré de villes dynamiques et d'espaces ruraux qui sont leur prolongement.</p> <p>Le potentiel commun de cette région repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une longue et fructueuse coopération transfrontalière dans les domaines politique et administratif, - une accessibilité remarquable grâce à un réseau de transport et de communication bien relié au reste de l'Europe, - des capacités excellentes en matière de formation, recherche et enseignement supérieur, - un tissu d'entreprises, y compris moyennes et petites, innovantes et performantes au niveau mondial, - la présence d'importantes institutions européennes et internationales dans la région. <p>Ces possibilités doivent être mieux exploitées ensemble et au-delà des frontières, afin de faire du Rhin supérieur une des régions les plus compétitives d'Europe.</p> <p>L'objectif commun ainsi défini, doit s'exprimer à travers la mise sur pied d'une Région métropolitaine trinationale qui consiste à unir les forces spécifiques de chaque région par une mise en réseau des fonctions urbaines supérieures de direction et de contrôle, d'innovation et de concurrence et de porte d'entrée sur l'espace du Rhin supérieur.</p>	<p>Am Oberrhein leben zwischen Jura, Vogesen, Schwarzwald und Pfälzerwald auf 21 508 Quadratkilometern sechs Millionen Menschen in einem Gebiet, dessen Merkmal ein engmaschiges Netz dynamischer Städte mit dazwischenliegenden ländlichen Räumen ist.</p> <p>Das gemeinsame Potenzial der Region am Oberrhein basiert auf:</p> <ul style="list-style-type: none"> - langer und erfolgreicher grenzüberschreitender Zusammenarbeit in Politik und Verwaltung - hervorragender verkehrs- und kommunikationstechnischer Anbindung an das übrige Europa - herausragenden Kapazitäten im Bereich Ausbildung, Forschung und Hochschulwesen - dichter Besiedlung mit innovationsstarken, leistungsfähigen und weltweit agierenden Unternehmen, auch in Form kleiner und mittlerer Betriebe - den in der Region angesiedelten bedeutenden europäischen und internationalen Institutionen <p>Die gegebenen Möglichkeiten sind verstärkt gemeinsam und grenzüberschreitend zu nutzen, um das Oberrheingebiet zu einer europäischen Region mit höchster Wettbewerbskraft zu entwickeln.</p> <p>Die so definierte gemeinsame Zielsetzung soll ihren Ausdruck in der Schaffung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein finden, indem die spezifischen Stärken der einzelnen Teilgebiete zu einem Netzwerk gehobener städtischer Funktionen der Lenkung und Kontrolle, Innovation und Wettbewerb und als Tor zum Oberrheingebiet verbunden werden.</p>
---	--

Pour cela, et

- conformément aux objectifs de l'Union Européenne définis dans le cadre de la stratégie de Lisbonne en 2000, de Göteborg en 2001, du Conseil européen à Bruxelles en 2005 et de l'agenda territorial arrêté le 25 mai 2007 à Leipzig,
- désireux de donner à l'espace du Rhin supérieur un rôle de premier plan dans la concurrence européenne et mondiale des régions,
- s'appuyant sur les résultats du 10^{ème} congrès tripartite de février 2006, sur les travaux des instances de coopération qui en ont découlés et les résultats des initiatives qu'il a suscitées, les responsables politiques de la coopération transfrontalière lancent un appel à toutes les forces vives de la vallée du Rhin supérieur, issues notamment des secteurs de l'économie, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que de la société civile.

Ils leur proposent de les rejoindre et de s'engager à leurs côtés dans la construction de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur.

A cette fin, ils les invitent à souscrire à la présente déclaration.

Aus diesem Grund und

- in Übereinstimmung mit den Zielsetzungen der Europäischen Union, die 2000 und 2001 im Rahmen der Lissabon- und der Göteborg-Strategie und am 25. Mai 2007 in Leipzig in der Territorialen Agenda festgelegt wurden,
- in dem Bestreben, das Oberrheingebiet im europäischen und internationalen Wettbewerb der Regionen in vorderster Reihe mitspielen zu lassen, sowie
- ausgehend von den Ergebnissen des 10. Dreiländerkongresses vom Februar 2006, den dadurch ausgelösten Aktivitäten der im Bereich der grenzübergreifenden Zusammenarbeit tätigen Einrichtungen und den Ergebnissen der diesbezüglichen Initiativen wenden sich die politischen Verantwortungsträger im Bereich der grenzübergreifenden Zusammenarbeit an die gestalterischen Kräfte im Oberrheingebiet, insbesondere aus den Bereichen Wirtschaft, Hochschulwesen und Forschung sowie aus der Zivilgesellschaft.

Sie rufen sie auf, sich den Bestrebungen anzuschließen, und bieten ihnen an, gemeinsam auf die Schaffung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein hinzuwirken.

Zu diesem Zwecke fordern sie sie zur Unterzeichnung der vorliegenden Erklärung auf.

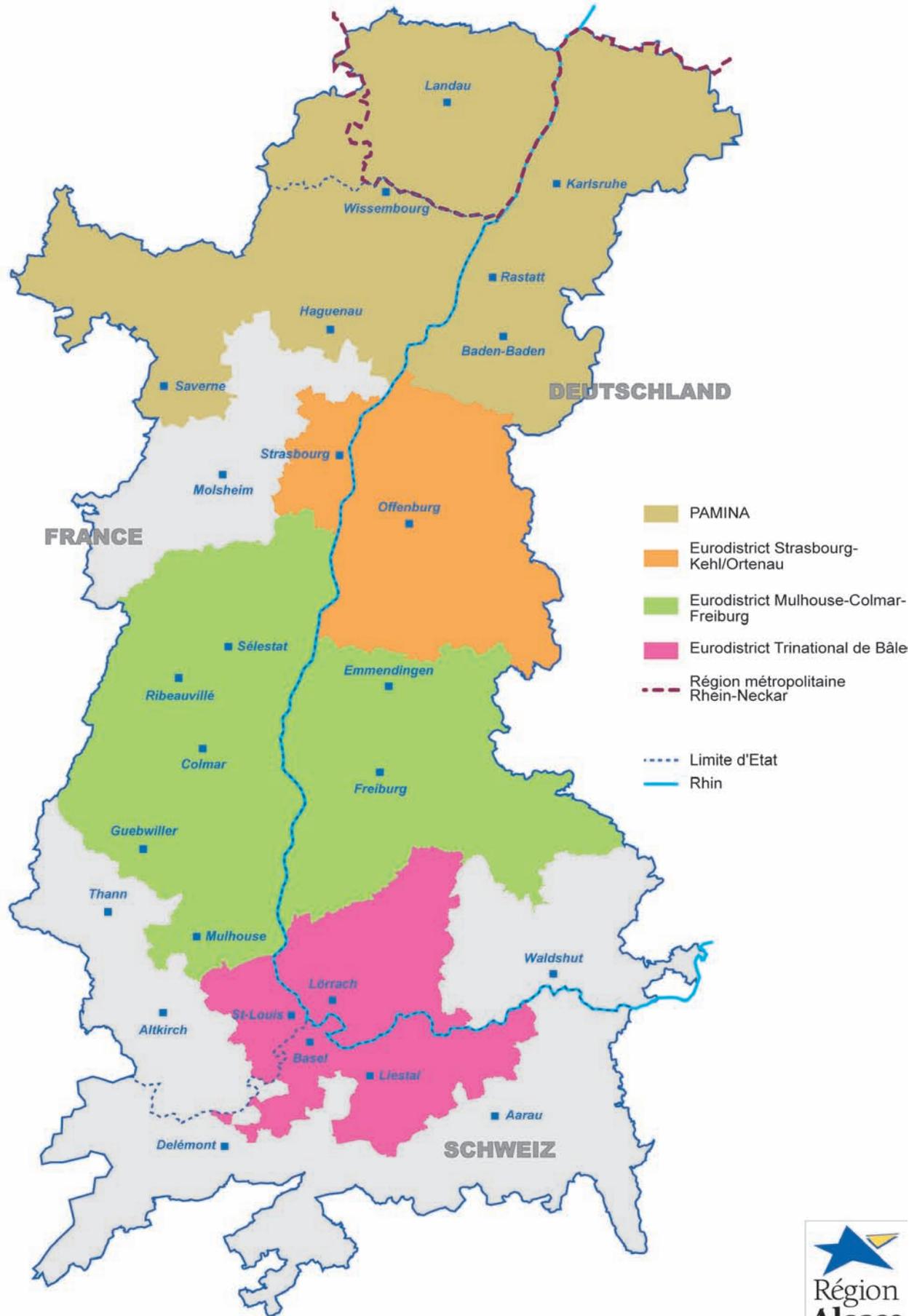
* * *	* * *
<p>Politique, économie, recherche et enseignement supérieur, société civile, piliers de la région métropolitaine.</p> <p>La Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur se développera sur la base de quatre piliers constitués par la politique, l'économie, la recherche et l'enseignement supérieur ainsi que la société civile.</p> <p>Les acteurs de ces domaines s'engagent, sur la base d'une intensification du dialogue transfrontalier, à une coopération plus étroite, dans l'optique de poursuivre le développement de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur.</p> <p>Pour cela, un certain nombre d'actions devront être prolongées ou initiées sur le territoire rhénan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - amélioration de l'accès aux corridors transeuropéens de transport et des dessertes internes à la région, - mise sur pied de clusters transfrontaliers dans les domaines de la recherche et de l'innovation pour attirer les investisseurs et assurer une croissance durable dans le Rhin supérieur, - construction d'une communauté de responsabilité durable entre les villes et les territoires ruraux, - promotion internationale commune, - implication de la population dans le processus de construction de la région métropolitaine européenne trinationale, (promotion interne, bilinguisme et cultures, identité régionale) - mise en réseau renforcée de l'infrastructure et de l'offre touristiques, - amélioration de l'attractivité de la région en faisant effort sur l'environnement et la culture, - action commune en faveur des institutions européennes à Strasbourg. 	<p>Politik, Wirtschaft, Forschung und Hochschulwesen sowie die Zivilgesellschaft als Säulen der Metropolregion</p> <p>Die Trinationale Metropolregion Oberrhein ist auf der Grundlage von Politik, Wirtschaft, Forschung und Hochschulwesen und der Zivilgesellschaft als den vier grundlegenden Säulen zu gestalten.</p> <p>Die Akteure aus den genannten Bereichen verpflichten sich im Hinblick auf die Ausgestaltung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein zu engerer Zusammenarbeit auf der Grundlage einer Stärkung des grenzübergreifenden Dialogs.</p> <p>Hierzu sind im Oberrheingebiet verschiedene Maßnahmen weiterzuführen oder in die Wege zu leiten:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Verbesserung der Anbindung an die transeuropäischen Verkehrsachsen und der internen Verkehrsverbindungen - Schaffung von grenzübergreifenden Clustern in den Bereichen Wissenschaft und Innovation als Anreiz für Investoren und zur Gewährleistung für das Oberrheingebiet - Aufbau einer langfristigen Verantwortungsgemeinschaft zwischen den Städten und den ländlichen Gebieten am Oberrhein - gemeinsames internationales Standortmarketing - Einbindung der Bevölkerung in den Aufbauprozess zur Trinationalen Metropolregion (interne Öffentlichkeitsarbeit, Zweisprachigkeit und Kulturen, regionale Identität) - stärkere Vernetzung von Infrastruktur und Angeboten im Fremdenverkehr - Verbesserung der Attraktivität des Oberrheingebiets durch Förderung von Umweltschutz und Kultur - gemeinsame Maßnahmen zur nachhaltigen Verankerung der europäischen Institutionen in Straßburg.

<p>Il ne s'agit pas de créer une nouvelle unité administrative, mais d'orienter la communauté transfrontalière vers la mise en œuvre de projets pour faire du Rhin supérieur un des espaces de vie les plus attractifs d'Europe, dans les domaines de l'économie, de la culture et du savoir.</p> <p>Afin d'y parvenir, l'impulsion se fera à deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - celui des piliers, chargés de promouvoir les projets, veiller à leur mise en œuvre et faciliter le travail en réseau. - celui de la concertation entre les piliers pour fixer la stratégie générale, évaluer les résultats et assurer les relations publiques et la représentation. <p>Les travaux de la Région métropolitaine seront menés en étroite collaboration avec les Eurodistricts, la Regio Pamina et la RegioTriRhena, dans un souci de complémentarité, de subsidiarité et d'économie des ressources.</p>	<p>Es soll keine neue Verwaltungseinheit geschaffen, sondern das Wirken der grenzübergreifenden Gemeinschaft auf Vorhaben ausgerichtet werden, die geeignet sind, in den Bereichen Wirtschaft, Kultur und Wissen das Oberrheingebiet als besonders attraktiven Lebensraum in Europa auszugestalten.</p> <p>Dazu bedarf es eines zweifachen Impulses:</p> <ul style="list-style-type: none"> - auf der Ebene der als Säulen vorgegebenen Bereiche durch die Ausgestaltung von Projekten, die Überwachung von deren Umsetzung und die Förderung der Netzwerkarbeit, - auf der Ebene der Abstimmung zwischen den als Säulen vorgegebenen Bereichen zur Festlegung der allgemeinen Strategie, der Auswertung der Ergebnisse sowie der Öffentlichkeitsarbeit und Repräsentation. <p>Die Wahrnehmung der Aufgaben der Metropolregion wird in enger Zusammenarbeit mit den Eurodistrikten, der Regio Pamina und der RegioTriRhena auf der Basis von Komplementarität, Subsidiarität und Ressourcenökonomie erfolgen.</p>
---	---

* * *	* * *
<p>Une feuille de route contractuelle pour accompagner la mise en place de la région métropolitaine.</p> <p>Les piliers s'engagent à œuvrer pour atteindre les objectifs communs, selon une feuille de route dont les étapes principales sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La montée en puissance de la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur avec : <ul style="list-style-type: none"> - structuration interne de chacun des piliers, avant l'été 2008, - mise en place de la concertation entre piliers, à partir de l'été 2008, 2. La promotion de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur avec : <ul style="list-style-type: none"> - élaboration d'un plan commun de promotion à l'international (sur proposition du pilier « économie »), - lancement d'actions communes d'information à destination des citoyens du Rhin supérieur (sur propositions de chaque pilier). 3. Le développement des projets du niveau régional métropolitain avec : <ul style="list-style-type: none"> - élaboration, par chacun des piliers, d'un programme de travail visant à renforcer les fonctions de la région métropolitaine, avant la fin 2008, - lancement des premiers projets du ressort des piliers, au plus tard début 2009. <p>Les signataires s'engagent à œuvrer pour mettre en place, en accord avec tous les acteurs de la région métropolitaine, une évaluation des mesures prises.</p>	<p>Verbindlicher Fahrplan für den Aufbau der Metropolregion</p> <p>Die Vertreter der als Säulen ausgewiesenen Bereiche verpflichten sich im Hinblick auf die Erreichung der gemeinsamen Ziele zur Einhaltung des nachstehenden Fahrplans mit folgenden Hauptetappen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Anschubstärkung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein durch: <ul style="list-style-type: none"> - interne Strukturierung der als Säulen ausgewiesenen Bereiche bis Sommer 2008 - Ausgestaltung der Abstimmung zwischen den als Säulen ausgewiesenen Bereichen ab Sommer 2008 2. Standortwerbung für die Trinationale Metropolregion Oberrhein mit: <ul style="list-style-type: none"> - Erarbeitung eines gemeinsamen Plans für die Standortwerbung auf internationaler Ebene (auf Vorschlag aus dem Säulenbereich "Wirtschaft"), - gemeinsame Informationsveranstaltungen für die Bewohner des Oberrheingebiets (auf Vorschlag aller Säulenbereiche). 3. Regionale Projektentwicklung im Rahmen der Metropolregion durch: <ul style="list-style-type: none"> - Erarbeitung von Arbeitsprogrammen in den einzelnen Säulenbereichen zur Stärkung der für die Metropolregion relevanten Funktionen bis Ende 2008 - Start erster Projekte in den einzelnen Säulenbereichen spätestens Anfang 2009 <p>Die Unterzeichner verpflichten sich, gemeinsam darauf hinzuarbeiten, dass in Abstimmung mit sämtlichen Akteuren der Metropolregion eine Bewertung der ergriffenen Maßnahmen vorgenommen wird.</p>

Territoires de coopération

Conférence du Rhin supérieur - 2007



SIG-ESP-2110

Réalisation : Région Alsace / SIG
Données : Région Alsace
Fond de Carte : GISCO 2005
Février 2007

Remerciements

Le Conseil économique et social d'Alsace tient à remercier pour leur disponibilité, leur contribution et leur partage d'expériences l'ensemble des personnes qui ont participé à ses travaux. Par ordre alphabétique :

Olivier Bessin	Chef de service des Relations européennes et internationales Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg
Hans-Günther Clev	Directeur Général de la Mission Opérationnelle Transfrontalière
Frédéric Duvinage	Directeur de l'Eurodistrict Trinational de Bâle
Joshua Frey	Leiter Koordinationsstelle Freiwilligenarbeit Präsidialdepartement Basel Stadt
Birger Hartnuss	Leitstelle Koordination und ressortübergreifende Vernetzung vonbürgerschaftlichem Engagement und Ehrenamt Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Frank Heuberger	Leiter der Leitstelle Koordination und ressortübergreifende Vernetzung vonbürgerschaftlichem Engagement und Ehrenamt Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Johanna Kretschmer	Referentin für Grenzüberschreitende Zusammenarbeit Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Alexis Lehmann	Fondation d'Entente Franco-Allemande
Martine Mérigeau	Directrice Générale de l'Euro-Info-Consommateurs de Kehl
Yveline Moeglen	Burger Forum Citoyen Eurodistrict
Florence Prudent	Eurodistrict Trinational de Bâle
Viviane Schaal	Direction de la Coopération de la Ville de Colmar
Martha Schwarze	Assistentin der Geschäftsführung Regio Basiliensis
Isabelle Ullmann	Service des Relations Européennes et Internationales Secrétariat français de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
Britte Wassenberg	Maître de conférences en histoire contemporaine Institut des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg

La traduction allemande de ce texte et une synthèse trilingue sont téléchargeables sur le site : www.cesa-alsace.eu

Contact

Conseil économique et social d'Alsace – Tél.: 03 88 15 68 00 – cesa@region-alsace.eu

Wirtschafts- und Sozialrat des Elsass (CESA) – Tel.: (0033) 03 88 15 68 00 – cesa@region-alsace.eu

Kontakt

Die in drei Sprachen verfasste zusammenfassende Stellungnahme und der ungekürzte Text der Stellungnahme auf Französisch/Deutsch können unter folgender Website heruntergeladen werden: www.cesa-alsace.eu

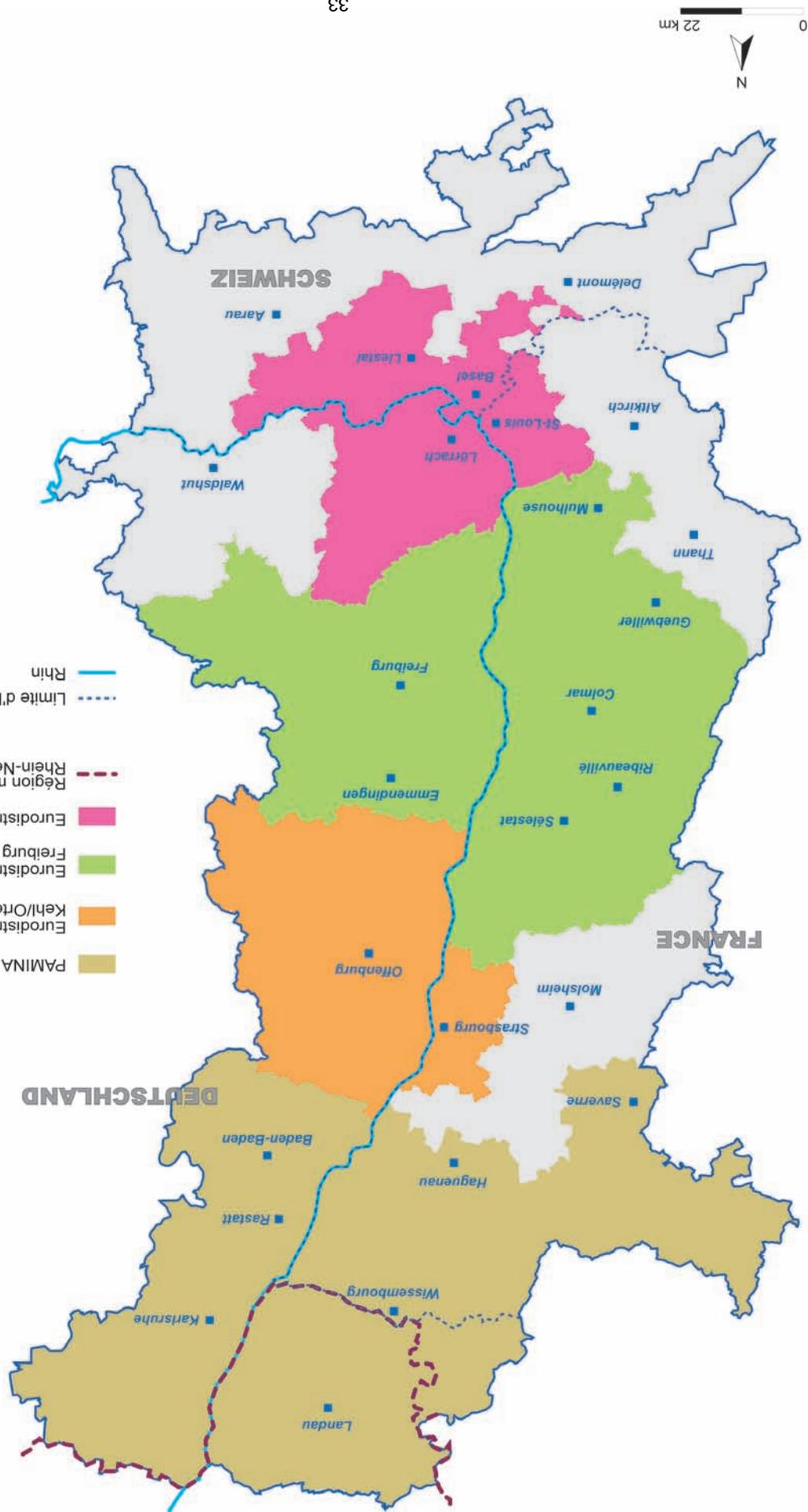
Wir danken

Der Wirtschafts- und Sozialrat des Elsass möchte sich bei folgenden Personen für ihre Disponibilität, ihren Einsatz und ihren Erfahrungsschatz, den sie mit allen anderen geteilt haben, bedanken. In alphabetischer Reihenfolge:

Oliver Bessin	Leiter der Abteilung „Europäische und internationale Beziehungen“ der Stadt und Stadtgemeinschaft Straßburg
Hans-Günther Clev	Generaldirektor der MOT (<i>Mission Opérationnelle Transfrontalière</i>)
Frédéric Duvinage	Direktor des Trinationalen Eurodistrikts Basel
Joshua Frey	Leiter Koordinationsstelle Freiwilligenarbeit Präsidialdepartement Basel Stadt
Birger Hartnuss	Leitstelle Koordination und ressortübergreifende Vernetzung von bürgerschaftlichem Engagement und Ehrenamt Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Frank Heuberger	Leiter der Leitstelle Koordination und ressortübergreifende Vernetzung von bürgerschaftlichem Engagement und Ehrenamt Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Johanna Kretschmer	Referentin für Grenzüberschreitende Zusammenarbeit Staatskanzlei Rheinland-Pfalz
Alexis Lehmann	<i>Fondation d'Entente Franco-Allemande</i>
Martine Mèrigeau	Generaldirektorin Euro-Info-Verbraucher e. V. Kehl
Yveline Moeglen	Bürgerforum Eurodistrikt
Florence Prudent	Trinationaler Eurodistrikt Basel
Viviane Schaal	Leitung der Kooperationsstelle der Stadt Colmar
Martha Schwarze	Assistentin der Geschäftsführung Regio Basiliensis
Isabelle Ullmann	Leitstelle „Europäische und Internationale Beziehungen“ Französisches Sekretariat des Eurodistrikts Straßburg-Ortenau
Britte Wassenberg	Dozentin für zeitgenössische Geschichte <i>Institut des Hautes Etudes Européennes</i> , Straßburg

Territoires de coopération

Conférence du Rhin supérieur - 2007



<p>Verbindlicher Fahrplan für den Aufbau der Metropolregion</p> <p>* * *</p> <p>Die Vertreter der als Säulen ausgewiesenen Bereiche verpflichten sich im Hinblick auf die Erreichung der gemeinsamen Ziele zur Einhaltung der nachstehenden Fahrpläne mit folgenden Hauptetappen:</p> <p>1. Ansubstärkung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein durch: - interne Strukturierung der als Säulen ausgewiesenen Bereiche bis Sommer 2008 - Ausgestaltung der Abstimmung zwischen den als Säulen ausgewiesenen Bereichen ab Sommer 2008</p> <p>2. Standortwerbung für die Trinationale Metropolregion Oberrhein mit: - Erarbeitung eines gemeinsamen Plans für die Standortwerbung auf internationaler Ebene (auf Vorschlag aus dem Säulenbereich "Wirtschaft"), gemeinsame Informationsveranstaltungen für die Bewohner des Oberrheingebiets (auf Vorschlag aller Säulenbereiche).</p> <p>3. Regionale Projektentwicklung im Rahmen der Metropolregion durch: - Erarbeitung von Arbeitsprogrammen in den einzelnen Säulenbereichen zur Stärkung der für die Metropolregion relevanten Funktionen bis Ende 2008 - Start erster Projekte in den einzelnen Säulenbereichen spätestens Anfang 2009</p> <p>Die Unterzeichner verpflichten sich, gemeinsam darauf hinzuwirken, dass in Abstimmung mit sämtlichen Akteuren der Metropolregion eine Bewertung der ergriffenen Maßnahmen vorgenommen wird.</p>	<p>Une feuille de route contractuelle pour accompagner la mise en place de la région métropolitaine.</p> <p>* * *</p> <p>Les piliers s'engagent à œuvrer pour atteindre les objectifs communs, selon une feuille de route dont les étapes principales sont :</p> <p>1. La montée en puissance de la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur avec : - structuration interne de chacun des piliers, avant l'été 2008, - mise en place de la concertation entre piliers, à partir de l'été 2008,</p> <p>2. La promotion de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur avec : - élaboration d'un plan commun de promotion à l'international (sur proposition du pilier « économie »), - lancement d'actions communes d'information à destination des citoyens du Rhin supérieur (sur propositions de chaque pilier).</p> <p>3. Le développement des projets du niveau régional métropolitain avec : - élaboration, par chacun des piliers, d'un programme de travail visant à renforcer les fonctions de la région métropolitaine, avant la fin 2008, - lancement des premiers projets du ressort des piliers, au plus tard début 2009.</p> <p>Les signataires s'engagent à œuvrer pour mettre en place, en accord avec tous les acteurs de la région métropolitaine, une évaluation des mesures prises.</p>
---	---

<p>Es soll keine neue Verwaltungseinheit geschaffen, sondern das Wirken der grenzübergreifenden Gemeinschaft auf Vorthaben ausgerichtet werden, die geeignet sind, in den Bereichen Wirtschaft, Kultur und Wissen das Oberrheingebiet als besonders attraktiven Lebensraum in Europa auszugestalten.</p> <p>Dazu bedarf es eines zweifachen Impulses:</p> <ul style="list-style-type: none"> - auf der Ebene der als Säulen vorgegebenen Bereiche durch die Ausgestaltung von Projekten, die Überwachung von deren Umsetzung und die Förderung der Netzwerkarbeit, - auf der Ebene der Abstimmung zwischen den als Säulen vorgegebenen Bereichen zur Festlegung der allgemeinen Strategie, der Auswertung der Ergebnisse sowie der Öffentlichkeitsarbeit und Re-präsentation. <p>Die Wahrnehmung der Aufgaben der Metropolregion wird in enger Zusammenarbeit mit den Eurodistricten, der Regio Pamina und der RegioTriRhena auf der Basis von Komplementarität, Subsidiarität und Ressourcenkonomie erfolgen.</p>	<p>Il ne s'agit pas de créer une nouvelle unité administrative, mais d'orienter la communauté transfrontalière vers la mise en œuvre de projets pour faire du Rhin supérieur un des espaces de vie les plus attractifs d'Europe, dans les domaines de l'économie, de la culture et du savoir.</p> <p>Afin d'y parvenir, l'impulsion se fera à deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - celui des piliers, chargés de promouvoir les projets, veiller à leur mise en œuvre et faciliter le travail en réseau. - celui de la concertation entre les piliers pour fixer la stratégie générale, évaluer les résultats et assurer les relations publiques et la représentation. <p>Les travaux de la Région métropolitaine seront menés en étroite collaboration avec les Eurodistricts, la Regio Pamina et la RegioTriRhena, dans un souci de complémentarité, de subsidiarité et d'économie des ressources.</p>
--	---

<p>Politik, Wirtschaft, Forschung und Hochschulwesen sowie die Zivilgesellschaft als Säulen der Metropolregion</p> <p>Die Trinationale Metropolregion Oberrhain ist auf der Grundlage von Politik, Wirtschaft, Forschung und Hochschulwesen und der Zivilgesellschaft als den vier grundlegenden Säulen zu gestalten.</p> <p>Die Akteure aus den genannten Bereichen verpflichten sich im Hinblick auf die Ausgestaltung der Trinationalen Metropolregion Oberrhain zu engerer Zusammenarbeit auf der Grundlage einer Stärkung des grenzübergreifenden Dialogs.</p> <p>Hierzu sind im Oberrhaingebiet verschiedene Maßnahmen weiterzuführen oder in die Wege zu leiten: - Verbesserung der Anbindung an die transeuropäischen Verkehrsachsen und der internen Verkehrsverbindungen</p> <p>- Schaffung von grenzübergreifenden Clustern in den Bereichen Wissenschaft und Innovation als Anreiz für Investoren und zur Gewährleistung für das Oberrhaingebiet</p> <p>- Aufbau einer langfristigen Verantwortungsgemeinschaft zwischen den Städten und den ländlichen Gebieten am Oberrhain</p> <p>- gemeinsames internationales Standortmarketing</p> <p>- Einbindung der Bevölkerung in den Aufbauprozess zur Trinationalen Metropolregion (interne Öffentlichkeitsarbeit, Zweisprachigkeit und Kulturen, regionale Identität)</p> <p>- stärkere Vernetzung von Infrastruktur und Angeboten im Fremdenverkehr</p> <p>- Verbesserung der Attraktivität des Oberrhaingebiets durch Förderung von Umweltschutz und Kultur</p> <p>- gemeinsame Maßnahmen zur nachhaltigen Verankerung der europäischen Institutionen in Strasbourg.</p>	<p>Politique, économie, recherche et enseignement supérieur, société civile, piliers de la région métropolitaine.</p> <p>La Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur se développera sur la base de quatre piliers constitués par la politique, l'économie, la recherche et l'enseignement supérieur ainsi que la société civile.</p> <p>Les acteurs de ces domaines s'engagent, sur la base d'une intensification du dialogue transfrontalier, à une coopération plus étroite, dans l'optique de poursuivre le développement de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur.</p> <p>Pour cela, un certain nombre d'actions devront être prolongées ou initiées sur le territoire rhénan :</p> <p>- amélioration de l'accès aux corridors transeuropéens de transport et des dessertes internes à la région, - mise sur pied de clusters transfrontaliers dans les domaines de la recherche et de l'innovation pour attirer les investisseurs et assurer une croissance durable dans le Rhin supérieur, - construction d'une communauté de responsabilité durable entre les villes et les territoires ruraux, - promotion internationale commune, - implication de la population dans le processus de construction de la région métropolitaine européenne trinationale, (promotion interne, bilinguisme et cultures, identité régionale)</p> <p>- mise en réseau renforcée de l'infrastructure et de l'offre touristiques, - amélioration de l'attractivité de la région en faisant effort sur l'environnement et la culture, - action commune en faveur des institutions européennes à Strasbourg.</p>
--	---

<p>Aus diesem Grund und</p> <p>in Übereinstimmung mit den Zielsetzungen der Europäischen Union, die 2000 und 2001 im Rahmen der Lissabon- und der Göteborg-Strategie und am 25. Mai 2007 in Leipzig in der Territorialen Agenda festgelegt wurden,</p> <p>in dem Bestreben, das Oberrhingebiet im europäischen und internationalen Wettbewerb der Regionen in vorderster Reihe mitspielen zu lassen, sowie</p> <p>ausgehend von den Ergebnissen des 10. Dreiländerkongresses vom Februar 2006, den dadurch ausgelösten Aktivitäten der im Bereich der grenzübergreifenden Zusammenarbeit tätigen Einrichtungen und den Ergebnissen der diesbezüglichen Initiativen wenden sich die politischen Verantwortungssträger im Bereich der grenzübergreifenden Zusammenarbeit an die gestalterischen Kräfte im Oberrhingebiet, insbesondere aus den Bereichen Wirtschaft, Hochschulwesen und Forschung sowie aus der Zivilgesellschaft.</p> <p>Sie rufen sie auf, sich den Bestrebungen gemeinsam auf die Schaffung der Trinationalen Metropolregion Oberrhein hinzuwirken.</p> <p>Zu diesem Zwecke fordern sie sie zur Unterzeichnung der vorliegenden Erklärung auf.</p>	<p>Pour cela, et</p> <p>- conformément aux objectifs de l'Union Européenne définis dans le cadre de la stratégie de Lisbonne en 2000, de Göteborg en 2001, du Conseil européen à Bruxelles en 2005 et de l'agenda territorial arrêté le 25 mai 2007 à Leipzig,</p> <p>- désireux de donner à l'espace du Rhin supérieur un rôle de premier plan dans la concurrence européenne et mondiale des régions,</p> <p>- s'appuyant sur les résultats du 10^{ème} congrès tripartite de février 2006, sur les travaux des instances de coopération qui en ont découlé et les résultats des initiatives qu'il a suscitées, les responsables politiques de la coopération transfrontalière lancent un appel à toutes les forces vives de la vallée du Rhin supérieur, issues notamment des secteurs de l'économie, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que de la société civile.</p> <p>Il leur proposent de les rejoindre et de s'engager à leurs côtés dans la construction de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur.</p> <p>A cette fin, ils les invitent à souscrire à la présente déclaration.</p>
---	---

<p>Am Oberrhein leben zwischen Jura, Vogesen, Schwarzwald und Pfälzerwald auf 21 508 Quadratkilometern sechs Millionen Menschen in einem Gebiet, dessen Merkmal ein engmaschiges Netz dynamischer Städte mit dazwischenliegenden ländlichen Räumen ist.</p> <p>Das gemeinsame Potenzial der Region am Oberrhein basiert auf:</p> <ul style="list-style-type: none"> - langer und erfolgreicher grenzüberschreitender Zusammenarbeit in Politik und Verwaltung - hervorragender Verkehrs- und kommunikationstechnischer Anbindung an das übrige Europa - herausragenden Kapazitäten im Bereich Ausbildung, Forschung und Hochschulwesen - dichter Besiedlung mit innovationsstarken, leistungsfähigen und weltweit agierenden Unternehmen, auch in Form kleiner und mittlerer Betriebe - den in der Region angesiedelten bedeutenden europäischen und internationalen Institutionen <p>Die gegebenen Möglichkeiten sind verstärkt gemeinsam und grenzüberschreitend zu nutzen, um das Oberrheingebiet zu einer europäischen Region mit höchster Wettbewerbskraft zu entwickeln.</p> <p>Die so definierte gemeinsame Zielsetzung soll ihren Ausdruck in der Schaffung der Trinalen Metropolregion Oberrhein finden, indem die spezifischen Stärken der einzelnen Teilgebiete zu einem Netzwerk gehobener städtischer Funktionen der Lenkung und Kontrolle, Innovation und Wettbewerb und als Tor zum Oberrheingebiet verbunden werden.</p>	<p>La vallée du Rhin supérieur, entre Jura, Vosges, Forêt-Noire et la forêt du Palatinat est un espace de vie qui compte, sur une superficie de 21 508 kilomètres carrés, six millions d'habitants dans un maillage serré de villes dynamiques et d'espaces ruraux qui sont leur prolongement.</p> <p>Le potentiel commun de cette région repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une longue et fructueuse coopération transfrontalière dans les domaines politique et administratif, - une accessibilité remarquable grâce à un réseau de transport et de communication bien relié au reste de l'Europe, - des capacités excellentes en matière de formation, recherche et enseignement supérieur, - un tissu d'entreprises, y compris moyennes et petites, innovantes et performantes au niveau mondial, - la présence d'importantes institutions européennes et internationales dans la région. <p>Ces possibilités doivent être mieux exploitées ensemble et au-delà des frontières, afin de faire du Rhin supérieur une des régions les plus compétitives d'Europe.</p> <p>L'objectif commun ainsi défini, doit s'exprimer à travers la mise sur pied d'une Région métropolitaine trinalenne qui consiste à unir les forces spécifiques de chaque région par une mise en réseau des fonctions urbaines supérieures de direction et de contrôle, d'innovation et de concurrence et de porte d'entrée sur l'espace du Rhin supérieur.</p>
---	---

**Déclaration commune
pour une Région métropolitaine trinationale
du Rhin supérieur
Gemeinsame Erklärung
für eine Trinationale Metropolregion Oberrhein**

*En marche vers un modèle de développement et de coopération
Auf dem Weg zu einem Modell für Entwicklung und Zusammenarbeit*

11^{ème} Congrès Tripartite 11. Dreiländerkongress
11 janvier 2008 à Strasbourg 11. Januar 2008 in Straßburg



Anhänge
.....

Schlussfolgerung

Das Projekt der Metropolregion Oberrhein erweist sich als einmalige Gelegenheit für die Einrichtung einer neuen Governance, in der die Zivilgesellschaft eine bedeutende Rolle spielt.

Mittels Einbeziehung der Bürger wird eine neue Beteiligung am Entscheidungsfindungsprozess vorgeschlagen.

Damit die Zivilgesellschaft in diesem im Aufbau begriffenen Raum ihren Auftrag voll erfüllen kann, schlägt der CESA relevante Aktionen vor mit der Absicht, die Menschen zusammenzuführen und ihnen die Möglichkeit zu geben, das Gebiet, in dem sie leben, besser für sich zu erschließen.

Zu diesem Zweck empfiehlt der CESA die Einrichtung eines Forums für die Partner aus Arbeitswelt, Sozial- und Vereinswesen, z. B. in Form eines Wirtschafts- und Sozialrats des Oberrheins, dem Vertreter der Zivilgesellschaft in all ihren Erscheinungsformen aus den drei beteiligten Ländern angehören würden.

Der CESA empfiehlt insbesondere:

- die Förderung des Erlernens der Sprache des Nachbarlandes von klein auf;
- die Entwicklung der Bürgerinformation über die Gesetzeslage in den Nachbarländern in allen Bereichen (Beschäftigung, Erst- und Fortbildung, Verbrauch, Gesundheitswesen, usw.);
- die Förderung der Begegnung junger Menschen;
- die Unterstützung des Ehrenamts im Oberrheingebiet;
- die Förderung des Austauschs und der gemeinsamen Veranstaltungen.

Die aktive Beteiligung der Bürger an der Demokratie ergänzt die nationale politische Organisation in den drei Ländern. Die Bürgerbeteiligung soll als wahre Initiativkraft anerkannt werden und dabei helfen, neue Projekte ins Leben rufen.

Daher möchte der CESA diesen Ansatz unterstützen, indem er sich zunächst in das Projekt des Europajahrs des Ehrenamts 2011 einbringt, dann langfristig durch Unterstützung dieser Bürgerinitiative.

Zu diesem Zweck könnte er:

- **Die Rahmenbedingungen für eine Organisation des Ehrenamts analysieren** und Schritte vorschlagen, die dessen Ausbau begünstigen würden;
- **Sich auf die Erfahrung in der Schweiz stützen**, um das Ehrenamt im Gebiet des Oberheins zu fördern (insbesondere im Bereich der Ausbildung von ehrenamtlich Tätigen);
- **Sich an Veranstaltungen beteiligen**, die im Rahmen des Europajahrs des Ehrenamts durchgeführt werden, in Zusammenarbeit mit den regionalen Dienststellen und/oder allen Strukturen, die an diesen Projekten beteiligt sind;
- **„Leuchtturmaktionen“ veranstalten** in Bereichen, in denen das Ehrenamt bereits stark verbreitet ist: Sport, Kultur, Jugend usw.;
- **die Organisation punktueller Veranstaltungen anregen** (CESAgora, Tag des Ehrenamts usw.), um die Bevölkerung für die Mittel zu sensibilisieren, die ihr für ein größeres Engagement zur Verfügung stehen, ohne dabei an eine Struktur gebunden zu sein;
- **Einbeziehung der Medien**, damit die im Rahmen des Europajahrs des Ehrenamts organisierten Veranstaltungen, Debatten und Konferenzen – vor allem über grenzüberschreitende Belange – in die Öffentlichkeit getragen werden.

Vorschlag 3: „Impulse liefern“

Die Zivilgesellschaft hat ein echtes Initiativvermögen. Die Metropolregion ist ein einzigartiges Projekt, das die Berücksichtigung dieser aktiven Bürgerbeteiligung am demokratischen Prozess erlaubt.

Der CESA ermutigt diesen Ansatz und sieht die Säule der Zivilgesellschaft als transversale und unumgängliche Säule für die Arbeiten der anderen Säulen (Wirtschaft, Wissenschaft und Politik), um der Governance auf territorialer Ebene eine neue Dimension zu verleihen und damit auf dynamische und neue Weise die Weichen für die Welt von morgen zu stellen.

Der CESA schlägt außerdem vor, über den Ausbau des Ehrenamts im Gebiet der Metropolregion nachzudenken bzw. diesbezügliche Veranstaltungen zu organisieren.

Der CESA könnte die konkrete Umsetzung von Projekten begleiten, die sich aus den drei im Rahmen der Metropolregion des Oberheins veranstalteten Bürgerforen herausbilden.

Das ist das Anliegen der Metropolregion mit ihrer Säule der Zivilgesellschaft; hier sollen sich die Bürger Gehör verschaffen können, wobei die Umsetzung der von den Bürgern gewünschten Projekte natürlich den gewählten Politikern obliegt.

Das Projekt der Metropolregion Oberrhein ist das erste, das sich diesem Ansatz verschreibt. Bis sich dieser Prozess in den Köpfen der Partner vollzogen hat, wird einige Zeit vergehen. Wenn es jedoch in einer ersten Phase gelingt, dass sich die Bürger der drei Länder begegnen, miteinander unterhalten und über Fragen, die ihren Alltag betreffen, austauschen, wäre der erste Schritt dieses Prozesses getan.

Der CESA geht davon aus, dass die Einbindung der Zivilgesellschaft vor allem in Bereichen wie Erst- und Fortbildung sowie Beschäftigung relevant sein könnte, insbesondere im Rahmen der Überlegungen zur Strategie EU 2020, aber auch in Bereichen wie Gesundheitswesen und Jugend.

Daher schlägt der CESA Folgendes vor:

➤ **Förderung sämtlicher Maßnahmen zur Erlangung der Zweisprachigkeit**, die er als oberste Priorität ansieht;

➤ **Förderung von Initiativen zur Begegnung junger Menschen**: Selbst, wenn diese Begegnungen in bestimmten Bereichen wie im Sport oder der Kultur bereits zahlreich sind, ist deren Ausbau - insbesondere im Rahmen der Schulbildung - unabhängig, um Brücken zu zwischen den Bevölkerungen der drei Länder zu schlagen. Dabei könnte man sich auf Aktionen wie das EU-Programm „Jugend in Aktion“ stützen;

➤ **Weiterführung und Ausbau der Bürgerinformation über die Unterschiede in der jeweiligen nationalen Gesetzgebung**. Dieser Ansatz muss stark unterstützt werden, denn er ist ein unabdingbarer Faktor für die zukünftige Entwicklung des Dreiländergebiets. Heute greift er vor allem beim Verbraucherschutz, sollte aber auf zahlreiche Sektoren ausgedehnt werden, insbesondere auf die grenzüberschreitende Erwerbstätigkeit und das Gesundheitswesen;

➤ **Gründung einer Säule „Soziales“** im Rahmen des Projekts der Metropolregion. Tatsächlich findet der CESA, dass die sozialen Aspekte im Projekt der Metropolregion nicht ausreichend berücksichtigt werden. Er wünscht sich zum Beispiel eine Überlegung über die Lage von Menschen in prekären Situationen oder mit Migrationshintergrund im Oberrheingebiet;

➤ **Unterstützung sämtlicher Initiativen, die Neugier wecken**: Die Bürger sollen ermutigt werden zu entdecken, was auf der anderen Seite der Grenze passiert, da sie dort u. a. auch Lösungen für eigene Belange finden könnten;

➤ **Aktive Beteiligung an Bürgerforen**, die im Rahmen des Projekts der Metropolregion Oberrhein organisiert werden und dazu bestimmt sind, Projekte im Oberrheingebiet ins Leben zu rufen;

➤ **Unterstützung der Durchführung von Projekten**, die sich aus den Bürgerforen herausbilden.

Darüber hinaus hat die Europäische Kommission beschlossen, das Jahr 2010 zum „Europajahr des Ehrenamtes“ zu erklären. **Das Ehrenamt ist der sichtbarste Ausdruck einer aktiven Bürgerbeteiligung**. Es konsolidiert die Werte der Solidarität und des sozialen Zusammenhalts, die auch zu den Grundwerten der EU gehören. Das Ehrenamt ist in vielen Bereichen von hoher Bedeutung, ist aber noch deutlich ausbaufähig, insbesondere in Frankreich.

Der CESA schlägt vor, die Säule „Zivilgesellschaft“ eng an diese Überlegungen anzubinden, um die zukünftigen Anliegen der Bevölkerung in diesem Dreiländerraum besser berücksichtigen zu können.

Zur Durchführung dieses Vorhabens könnte sich der CESA mit repräsentativen Partnern und Vertretern vergleichbarer Strukturen (Arbeitnehmer, Sozialpartner, Vereine) aus Deutschland und der Schweiz zusammensetzen und eine repräsentative Versammlung der Zivilgesellschaft zu bilden, aus der ein „Wirtschafts- und Sozialrat Oberrhein“ entstehen könnte.

Dieser Wirtschafts- und Sozialrat Oberrhein könnte:

- sich ähnlich zusammensetzen wie der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss, d. h. aus drei repräsentativen Gruppen (Arbeitgeber, Arbeitnehmer, verschiedene Tätigkeiten);
- eine beratende Funktion für trinationale Projekte der Metropolregion haben und Stellungnahmen ausarbeiten, die den politisch Verantwortlichen der drei Länder zugestellt würden;

➤ sich aktiv an den Überlegungen der Oberrheinkonferenz zur Strategie EU 2020 beteiligen. Dies erscheint umso wichtiger, als diese Arbeiten derzeit von den politischen und wirtschaftlichen Verantwortlichen geführt werden, ohne Einbeziehung der Zivilgesellschaft;

➤ Nachdenken über spezifische soziale Aspekte im Rahmen grenzüberschreitender Belange, insbesondere mittels Ausdehnung des Aufgabensbereichs dieses Gremiums auf Fragen im Zusammenhang mit gesetzlichen Vorschriften, Sozialschutz, Vergütungen usw. im Rahmen der Ausübung einer Erwerbstätigkeit im Oberrheingebiet;

➤ Beteiligung an der Bewertung öffentlicher Politikfelder auf der Ebene des Oberrheins.

Die Einbeziehung der Zivilgesellschaft könnte ein wesentlicher Faktor für die Umsetzung des territorialen Zusammenhalts im Oberrheingebiet werden, und damit eine Voraussetzung für das Gelingen der Strategie EU 2020.

Vorschlag 2: „Nachdenken“

Die Säule Zivilgesellschaft der Metropolregion könnte an den Überlegungen zur Weiterentwicklung der Strategie EU 2020 auf der Ebene des Gebiets der Metropolregion beteiligt werden, in Abstimmung mit den anderen Säulen.

Der CESA schlägt daher vor, sich mit repräsentativen Partnern und Vertretern vergleichbarer Strukturen (Arbeitnehmer, Sozialpartner, Vereine) aus Deutschland und der Schweiz zusammensetzen, um eine repräsentative Versammlung der Zivilgesellschaft zu bilden, aus der eine Art „Wirtschafts- und Sozialrat Oberrhein“ entstehen könnte.

2.3. Vorschlag 3: „Impulse liefern“

Wozu eine Zivilgesellschaft? Warum muss diese in den Entscheidungsfindungsprozess eingebunden werden? Diese Fragen sind berechtigt. Die politische Exekutivkompetenz liegt in allen drei Ländern der Metropolregion bei den auf demokratischem Wege gewählten Volksvertretern. Dennoch erscheint es wünschenswert, diese repräsentative Demokratie durch eine aktivere Beteiligung der Zivilgesellschaft zu ergänzen. Letztere sollte verstärkt die Möglichkeit bekommen, ihre Bedürfnisse zur Sprache zu bringen und sich damit bei den Entscheidungsfindungsinstanzen Gehör zu verschaffen.

¹³ FAQ = Frequently Asked Questions = Am häufigsten gestellte Fragen.
¹⁴ Oberrehinkonferenz: Vorschläge des Oberrehinngiebets zur zukünftigen Strategie EU 2020.

Eines der Hauptziele der Europäischen Union in den kommenden Monaten ist die Zukunft der Strategie des Vertrags von Lissabon bis 2020, die so genannte "Strategie EU 2020". Dabei sollen vor allem die wirtschaftlichen, sozialen und umwelttechnischen, aber auch gesellschaftlichen und den territorialen Zusammenhalt betreffenden Ziele besser aufeinander abgestimmt werden.

Die Oberrehinkonferenz schlägt vor, sich mit den Zielen der Strategie EU 2020¹⁴ auf der Ebene der Metropolregion auseinanderzusetzen. Als Schwerpunkthemen werden dabei die Entwicklung von Wissen, das Öffnen der Gesellschaften und eine "grünere" Wettbewerbswirtschaft angeführt, wobei berücksichtigt wird, dass die Schweiz nicht an den Vertrag von Lissabon gebunden ist.

2.2. Vorschlag 2: "Nachdenken"

Vorschlag 1: "Verstehen"

Der CESA schlägt vor, dass die bestehenden Strukturen – institutionell oder nicht – ihre Öffentlichkeitsarbeit verstärken, um das Oberrehinngiebet besser bei der Bevölkerung bekannt zu machen.

Ein Verbundenheitsgefühl der Bürger mit diesem Raum ist die Voraussetzung für eine oberrehinische Identität, die der Umsetzung des territorialen Zusammenhalts als Grundlage dient.

In diesem Zusammenhang muss auch das jährlich von proeuropäischen Organisationen veranstaltete Europa-Forum genannt werden, des weiteren die jährlich vom Europarat ausgerichtete Europawoche für die kommunale Demokratie, und die im Rahmen der Metropolregion geplanten Bürgerforen.

Als Vertreter der organisierten Zivilgesellschaft ist der CESA bei diesen Veranstaltungen natürlich vertreten. Allerdings fürchtet der CESA, dass diese Veranstaltungen reine Expertendebatten bleiben, und dass sich die Zivilgesellschaft darin für unzulänglich repräsentiert hält. Er fordert daher die Bürger auf, an diesen Veranstaltungen teilzunehmen, um sich an der Weichenstellung für die Zukunft ihres Lebensraums zu beteiligen;

➤ **Nutzung neuer Kommunikationsformen**, insbesondere dem Internet: Gedacht wird an eine Website der Metropolregion mit Ausdrucksforen für die Zivilgesellschaft (Chat, Blogs, Diskussionsforen, FAQ¹³ usw.). Diese Website könnte auch dazu dienen, die Projekte im Zusammenhang mit der Metropolregion vorzustellen, oder sogar Veranstaltungen zum Austausch mit den Bürgern über diese Projekte anzubieten;

➤ **Eine große Debatte, von den Medien aufgegriffene Debatte**. Tatsächlich spielen die Medien eine grundlegende Rolle. Die Herausforderung ist, die Medien verstärkt für die Metropolregion zu interessieren. Spezifische Seiten zu diesem Thema, etwa in Form einer Rubrik in den Tageszeitungen, könnten für die Information der Bevölkerung eine maßgebliche Rolle spielen;

➤ **Einrichtung von "Vertretungen" im Nachbarland** als echte Kommunikationszentren: Eine verstärkte Präsenz im gesamten Oberrehinngiebet würde es erlauben, sich besser bei der Bevölkerung bekannt zu machen und dazu beitragen, interkulturelle Brücken zwischen den verschiedenen Gebieten zu schlagen. Diese Orte würden vorrangig der Vernetzung von Akteuren in allen Lebensbereichen der Bürger dienen.

2.1. Vorschlag 1: „Verstehen“

Das Projekt der Metropolregion Oberrhain stützt sich auf den Grundgedanken der Sensibilisierung für eine grenzüberschreitende oberrheinische Identität. Bevor sich jedoch ein echtes Zusammengehörigkeitsgefühl entwickeln kann, muss dieses „Ganze“ in seinen verschiedenen Dimensionen erfasst werden. Der CESA schlägt daher eine im Vorfeld geführte und bürgernah ausgerichtete Aufklärungsarbeit vor.

Tatsächlich erlaubt eine bessere Kenntnis seines Umfelds dem Bürger, sich über die gemeinsamen Werte bewusst zu werden, die es im Gebiet der Metropolregion über die Grenzen hinaus gibt (Sprache, Kultur, Traditionen, Wirtschaft usw.), aber auch, die Unterschiede zu begreifen (Geschichte, Institutionen, Gesetzesrahmen usw.), die dadurch zu einer Quelle der gegenseitigen Bereicherung werden können.

Auch die Europäische Kommission hat sich auf EU-Ebene mit dieser Frage auseinandergesetzt und 2006 ein „Weißbuch über eine europäische Kommunikationspolitik“¹² veröffentlicht, das Kollektivmaßnahmen vorschlägt, um die Kommunikation und Information zwischen den öffentlichen

Einrichtungen und den Bürgern der jeweiligen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union zu verbessern. **Der CESA schlägt vor, diese Initiative mit Hilfe der europäischen und nationalen Institutionen zu stärken und auf die Ebene der Metropolregion zu übertragen.** Die verschiedenen bestehenden Strukturen sollen dafür als Ausgangspunkt dienen.

Der CESA schlägt folgende Maßnahmen vor:

➤ **Förderung der Zweisprachigkeit:** Sprache ist ein unumgänglicher Kommunikationsvektor. Die erste Hürde, mit der grenzüberschreitende Projekte konfrontiert werden, ist die Sprachbarriere. Der CESA setzt sich für eine Unterstützung von Maßnahmen zur Förderung der Erlernung der Sprache des Nachbarlandes ein, als Voraussetzung für einen Ausbau der Beziehungen im Innern des Oberrhaingebiets. Die Sprache des Nachbarlandes soll von klein an erlernt werden, insbesondere im Rahmen der Schulprogramme, und die Zweisprachigkeit sollte als regelmäßige Praxis in allen Veranstaltungen oder Begegnungen aufrecht erhalten werden; nur so können die Projekte der Metropolregion tatsächlich gelingen. Die Sprache ist außerdem ein entscheidender Faktor für die Kommunikation der Einwohner der drei Länder untereinander und Voraussetzung für den schrittweisen Aufbau der Zivilgesellschaft am Oberrhain;

➤ **Informationsmaßnahmen zur politischen Bildung:** Zur Beteiligung der Bürger am öffentlichen Leben ist eine Kenntnis der nationalen und europäischen Institutionen unabdinglich. Das Schul- und Ausbildungssystem spielt hier eine wichtige Rolle, sei es im Rahmen der klassischen Schulprogramme oder durch punktuelle Aktionen, wie z. B. dem Programm „Le Mois de l'Autre“; Aber auch andere Strukturen, wie z. B. Ausbildungsstätten, könnten hier Unterstützungsbereitschaft leisten;

➤ **Spezifische Informationsveranstaltungen für eine bessere Kenntnis des Oberrhaingebiets:** Geschichte, Geographie, Instanzen in Politik und Verwaltung, Kultur usw. Eine bessere Kenntnis des Nachbarlandes fördert die Nähe. Die Vereine und Organisationen im Bereich des Tourismus spielen eine entscheidende Rolle bei der Umsetzung dieser Maßnahme;

➤ **Mehr Informationsveranstaltungen über die Bürgerrechte:** Um den Bürgern ihre Rechte und Pflichten in Europa im Allgemeinen und im Oberrhaingebiet im Besonderen zu vermitteln, sollen bereits bestehende Aktionen verstärkt und andere geschaffen werden;

➤ **Förderung des Dialogs in all seinen Formen:** Zahlreiche Veranstaltungen werden organisiert, um den Bürgern die Möglichkeit zu geben, ihre eigenen Vorstellungen einzubringen und sich die der Bürger aus den Nachbarländern anzuhören.

1.3.3.4. Die Säule „Zivilgesellschaft“

Das Projekt der Metropolregion Oberrhein verfolgt das Ziel, der Zivilgesellschaft eine vorrangige Rolle zu überschreiben. Darin unterscheidet sie sich von anderen bestehenden Maßnahmen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.

Indem sie der Zivilgesellschaft eine eigene Säule zuwies, die den gleichen Stellenwert wie Wirtschaft oder Forschung einnimmt, bekräftigt die Metropolregion ihre Absicht, die Bürger an der zukünftigen Entwicklung ihres Lebensraums zu beteiligen. Hierfür muss die Zivilgesellschaft in einen Aufbauprozess eingebunden werden und sich zu Projekten der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit äußern.

Langfristig gesehen soll die Säule der Zivilgesellschaft bei den Einwohnern ein Zusammengehörigkeitsgefühl im Gebiet des Oberrheins vermitteln. Hierfür muss über eine oberrheinische Identität und Kultur nachgedacht werden.

Die Säule Zivilgesellschaft wird diesen Ansatz verfolgen, in dem drei „Bürgerforen“ organisiert werden, in denen die Bürger ihre Vorstellungen zum Projekt der Metropolregion einbringen können. Das erste Forum wird in Straßburg im Oktober 2010 abgehalten, das zweite in Basel Anfang 2011 und das dritte in Karlsruhe im Frühjahr 2011. Jedes Bürgerforum wird ca. 200 Personen zusammenführen, die die verschiedenen Berufsgruppen und Vereine repräsentieren. Diese Personen werden aufgefordert, ihre Bedürfnisse zu formulieren, die in einer zweiten Phase zu konkreten Projekten führen könnten. Ein viertes, „zusammenfassendes“ Forum mit konkret formulierten Vorschlägen ist für Ende 2011 vorgesehen.

2. Die Vorschläge des CESA: „Verstehen, nachdenken, Impulse liefern“

Die Empfehlungen des CESA fußen auf drei Leitgedanken, die es den Einwohnern erleichtern sollen, sich verstärkt mit dem Oberrheingebiet zu identifizieren und schließlich zur Herausbildung einer oberrheinischen Bürgerschaft führen sollen.

Die hierfür erforderlichen und schrittweise zu sehenden Etappen bestehen aus:

- 1) **Verstehen:** Den Oberrhein, seine Gesetze, seine Organisation, seine Kultur, seine Funktionsweise, die Unterschiede zwischen den drei Ländern;
- 2) **Nachdenken:** Über seine Entwicklung und seine Zukunft, insbesondere im wirtschaftlichen Bereich;
- 3) **Impulse liefern:** Beteiligung der Bürger an der Umsetzung gemeinsamer Projekte für die

Entwicklung und Zusammenarbeit, zur Weiterentwicklung der gesetzlichen Vorschriften mit dem Ziel einer Erleichterung im Alltag. Diese Projekte schlagen eine Brücke zwischen den Ländern und den Kulturkreisen und ermöglichen eine gesteigerte Leistungskraft und Wettbewerbsfähigkeit.

Die Säule Wissenschaft/Forschung stützt sich auf Maßnahmen in folgenden Bereichen:

(1) Ein effizientes Ausbildungssystem ist die Grundlage für die Entwicklung von Wissenschaft und Forschung. Die Kenntnis der Sprache und der Kultur der verschiedenen Partner ist Voraussetzung für die Förderung der Mobilität. Die Ausbildung zweisprachiger Pädagogen durch den trinationalen Masterstudiengang „Mehrsprachigkeit“ im Rahmen von Colingua ist ein Beispiel für die in diesem Sinne angestregten Maßnahmen.

(2) Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zwischen Universitäten und Fachhochschulen ist entscheidend. Ein Modell hierfür ist der Zusammenschluss der fünf Universitäten des Oberrheins im Hochschulverbund „EUCOR“. Diese Zusammenarbeit muss jedoch noch weiter gehen und grenzüberschreitende Angebote entwickeln, die über den „nationalen Tellerrand“ hinausgehen.

(3) Die Zusammenarbeit zwischen Hochschulen und Wirtschaft muss verstärkt, Technologie- und Kompetenztransfers müssen gefördert, Grundlagenforschung und angewandte Forschung besser miteinander verbunden werden.

(4) Die Säule Wissenschaft/Forschung, ein Entwicklungsmotor für Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur, ist stark von den Verwaltungs- und rechtstechnischen Unterschieden in den drei Ländern betroffen. Sie spielt daher eine strategische Rolle bei der Verbesserung der Rahmenbedingungen für eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Oberrheingebiet.

1.3.3.3. Die Säule Wissenschaft/Forschung

- Förderung des Tourismus;
- Anregung der Innovation;
- Förderung der Infrastrukturen und Anbindungen;
- Verbesserung der weltweiten Bekanntheit und internationalen Sichtbarkeit des Oberrheingebietes;
- Entwicklung von Netzwerken im Bereich Innovation.

Unter der Säule „Wirtschaft“ haben sich bereits fünf konkrete Projekte herausgebildet:

Die Industrie- und Handelskammern der drei Länder und die Sozialpartner haben sich diesem Ziel bereits verpflichtet.

Nutzung der unterschiedlichen Stärken geschaffen werden.

national-regionale Einstellungen überwinden und Synergieeffekte durch Bündelung der Mittel und dringend erforderlich, das Potenzial des Oberrheingebietes auszuschoöpfen. Dafür müssen rein Aufschwung anderer Regionen der Welt haben sie jedoch in dieser Position geschwächt. Es ist daher Das Oberrheingebiet ist ein wichtiges Wirtschaftszentrum. Die Finanz- und Wirtschaftskrise sowie der

1.3.3.2. Die Säule „Wirtschaft“

Die am 11. Januar 2008 auf dem Dreiländerkongress unterzeichnete Gemeinsame Erklärung sieht eine auf vier Säulen fußende Struktur vor:

1.3.3. Das Säulenmodell der Metropolregion Oberrhein

Das Projekt der Metropolregion Oberrhein wurde am 31. März 2009 offiziell vor der Europäischen Kommission in Brüssel vorgestellt. Es gelang den Verantwortlichen aus Politik, Wirtschaft und Wissenschaft sowie Vertretern der Zivilgesellschaft, die Aufmerksamkeit der Kommission für das Projekt zu gewinnen; die Kommission wertete die Initiative als innovativ und zukunftsweisend für die Entwicklung der Regionen Europas.

Die Metropolregion entwickelt sich auf der Grundlage von vier Säulen: Politik, Wirtschaft, Forschung/ Hochschulen und Zivilgesellschaft. Die Akteure dieser Bereiche engagieren sich auf der Grundlage einer Intensivierung des grenzüberschreitenden Dialogs zu einer engeren Zusammenarbeit mit dem Ziel, die Entwicklung der Metropolregion voranzutreiben. Die Metropolregion stützt sich dabei natürlich auf die bereits bestehenden Strukturen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit.

Es geht nun hauptsächlich darum, die grenzüberschreitende Gemeinschaft zur Umsetzung von Projekten zu bewegen, um den Oberrhein in den Bereichen Wirtschaft, Kultur und Wissen zu einem der attraktivsten Lebensräume Europas zu machen, ohne dafür jedoch eine neue Struktur zu gründen.

Auf dem 11. Dreiländerkongress vom 11. Januar 2008 unterzeichneten die Vertreter aus Politik, Wirtschaft und Hochschulwesen der drei Länder eine Gemeinsame Erklärung zur Gründung einer trinationalen Metropolregion Oberrheins, um diesen Raum zu einem „**Modell für Entwicklung und Zusammenarbeit**“ zu entwickeln.

1.3.2. Das Projekt der Metropolregion: Die Gemeinsame Erklärung

Es geht also darum, in diesem Raum Kräfte zu bündeln, aber auch Schwächen zu überwinden. Aus diesem Bestreben heraus entstand das Projekt einer trinationalen Metropolregion zur Förderung der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung am Oberrhein.

Die Vorteile des Dreiländerrecks, die eine Intensivierung der bestehenden Kooperationsformen begünstigen, sind seine langjährige, mit Erfolgen gekrönte Erfahrung in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit, ein hohes Potenzial in Erst- und Fortbildungsangeboten, Forschung und Hochschulwesen sowie ein Netzwerk aus innovativen und leistungsstarken Unternehmen.

Das Gebiet besteht aus drei Ländern (Frankreich, Deutschland und der Schweiz) – wobei eines dieser berücksichtigten (Zentralstaat in Frankreich, Bundesländer in Deutschland, Kantone in der Schweiz) Südpfalz und der Nordwestschweiz). Das Projekt der Metropolregion muss die unterschiedlichen Funktionsweisen sowie politischen, rechtlichen und Verwaltungsstrukturen jedes Landes und bei jedem Projekt die sich daraus ergebenden Hürden neu überwinden.

¹⁰ Referenz: Broschüre „Oberrhein - Zahlen und Fakten“, veröffentlicht anlässlich des Dreiländerkongresses 2008.

Eine weitere Schwierigkeit stellt die Sprachbarriere, die eine Kommunikation zwischen den Einwohnern des Oberrheingebietes erschwert.

Allerdings weist das Gebiet auch Schwächen auf. Die Mobilität ist zuweilen kompliziert, da der Rhein nicht nur eine Grenze, sondern auch ein natürliches Hindernis bildet; Infrastruktur zur Rheinüberquerung sind stellenweise nicht ausreichend vorhanden.

Außerdem birgt die Region ein bedeutendes wirtschaftliches Potenzial. In Bereichen wie dem Naturschutz, dem Energiesparen und der Förderung erneuerbarer Energien setzt die Dreiländersituation Synergien frei.

Geographisch gesehen befindet sich das Oberrheingebiet im Herzen Westeuropas. Es verfügt über gut entwickelte internationale Verkehrsinfrastrukturen, insbesondere dank der Hochgeschwindigkeitsstrasse TGV Osteuropa und des Projekts TGV Rhein-Rhône sowie des internationalen Flughafens Straßburg und der Flughäfen Basel/Mulhouse/Freiburg, Frankfurt oder Zürich.

Außerdem verfügt der Oberrhein über eine große touristische Anziehungskraft, dank seiner Landschaften, Kultur, Gastronomie und Lebensqualität.

Das Gebiet verfügt über ein sehr reiches Kulturerbe und wird zu den Wiegen des Humanismus gezählt. In den Universitäten Straßburg, Basel und Freiburg werden Wissenschaftler mit internationalem Ruf ausgebildet.

Der Oberrhein ist ein geographisches Gebiet zwischen Schwarzwald, Vogesen und Juragebirge und bildet einen natürlichen Lebensraum mit regem Austausch. Die grenzüberschreitenden Wirtschaftsbeziehungen sind zahlreich und dynamisch und reichen vom einfachen „Shoppingausflug“ über das tägliche Pendeln von erwerbstätigen Grenzängern bis hin zu Handelsstransaktionen wie Unternehmensansiedelungen im Nachbarland.

Das Oberrheingebiet erstreckt sich über eine Fläche von knapp 22 000 km² und zählt 1 817 Kommunen. Die Bevölkerung beläuft sich auf knapp 6 Millionen Einwohner, womit die Bevölkerungsdichte bei 274 Einwohnern/km² liegt. Das BIP beträgt knapp 170 Milliarden Euro¹⁰ (Stand: 2005), d. h. rund 28 300 € pro Einwohner.

1.3.1. Das Gebiet der Metropolregion

1.3. Die Metropolregion Oberrhein

Das Projekt der Metropolregion Oberrhein stützt sich auf eine starke Einbindung der Zivilgesellschaft. Oben genannte Kriterien müssen unbedingt eingehalten werden, um die volle Legitimität der Säule „Zivilgesellschaft“ zu gewährleisten.

- über Mitgliedsorganisationen in der großen Mehrheit der Mitgliedsstaaten der EU verfügen;
- eine Rechenschaftspflicht gegenüber den Mitgliedern der Organisation vorsehen;
- über ein Vertretungs- und Handlungsmandat auf europäischer Ebene verfügen;
- unabhängig und weisungsungebunden gegenüber externen Instanzen sein;
- transparent sein, vor allem in finanzieller Hinsicht und in den Entscheidungsstrukturen.

⁹ Stellungnahme des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses vom 14. Februar 2006 zum Thema „Die Repräsentativität der europäischen Organisationen der Zivilgesellschaft im Rahmen des zivilen Dialogs“, Ref.: CESE 240/2006.

- auf Gemeinschaftsebene dauerhaft organisiert sein;
 - einen direkten Zugriff auf die Expertise ihrer Mitglieder gewährleisten;
 - allgemeine Anliegen vertreten, die dem Wohl der europäischen Gesellschaft dienen;
 - aus Organisationen bestehen, die auf der Ebene des jeweiligen Mitglieds aus anerkannten repräsentativen repräsentativ für die von ihnen vertretenen Interessen sind;
- In seiner Stellungnahme vom 14. Februar 2006 listete der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss⁹ neun Kriterien auf, die erfüllt sein müssen, damit eine europäische Organisation als „repräsentativ für die Zivilgesellschaft“ anerkannt wird. Die betreffende Organisation muss:

1.2.5. Die Legitimität der Zivilgesellschaft

- Räte für die Entwicklung (*Conseils de développement*);
- Räte in Wohnvierteln (*Conseils de quartiers*);
- die regionalen Wirtschafts- und Sozialräte in Frankreich;
- der französische Wirtschafts-, Sozial- und Umweltausschuss;
- der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss;
- Kinder- und Jugendräte;
- Bürgerjürs;
- usw. ...

Die Bürgerbeteiligung stützt sich auf verschiedene Strukturen, darunter:

1.2.4.2. Strukturen für die Bürgerbeteiligung

- Städtepartnerschaften;
- Demonstrationen, „Gegen-Gipfel“ usw.;
- Petitionen;
- Bürgerinitiativen;
- Bürger-Konsultationsforen zu spezifischen Projekten (Umstrukturierung von Wohngebieten, Umweltfragen usw.);
- Diskussionsforen im Internet;
- Referenden;
- in der Schweiz: Votation von Volksinitiativen
- usw. ...

Die Bürgerbeteiligung kann verschiedene Formen annehmen; es handelt sich im Wesentlichen um:

1.2.4.1. Formen der Bürgerbeteiligung

1.2.4. Die Ausdrucksformen der Zivilgesellschaft

1.2.2. Die Zivilgesellschaft im Oberrheingebiet

Auch, wenn sich die Zivilgesellschaft ursprünglich als Gegenpol zur Kirche und anschließend zum Staat herausgebildet hat, ist der Ansatz heute im Oberrheingebiet ein völlig anderer. Tatsächlich will sich die Metropolregionen positiv, d. h. „mit“ den politischen Entscheidungsträgern und nicht „gegen“ sie aufbauen.

Die Zivilgesellschaft ist ein kultureller Prozess; sie fußt auf der Grundlage gemeinsamer Werte, Geschichte und Kultur.

Die Herausforderung besteht demnach darin, sich auf diese gemeinsamen und zahlreich vorhandenen Werte zu konzentrieren – Bildung, Kultur, Geographie, Wirtschaft – und die vergangenen Differenzen und kulturellen Unterschiede – Geschichte, Sprache, Bevölkerung, Rechtsrahmen, Gesellschaftsaspekte – zu überwinden. Die Zivilgesellschaft am Oberrhein soll auf der Grundlage gemeinsamer Werte aufbauen, um eine über die Grenzen hinausgehende oberrheinische Identität zu bilden.

Das Zusammengehörigkeitsgefühl im Oberrheingebiet läuft daher zum Teil über die gemeinsame Geschichte, die zwar trennende, aber auch vereinende Elemente enthält. Es muss aus einem Kulturübergreifenden, Respekt und Toleranz gebietenden Ansatz heraus wachsen.

1.2.3. Die Organisationsformen der Zivilgesellschaft

1.2.3.1. In Frankreich

Die organisierte Zivilgesellschaft in Frankreich ist vielleicht die mit den meisten Erscheinungsformen: Die Sozialpartner, Berufs- und Handelsverbände, die kooperative Struktur mancher Unternehmen, der Sektor der sozialen und solidarischen Wirtschaft, Nichtregierungsorganisationen (NGOs), und natürlich die verschiedenen Vereine, sind allesamt Akteure einer Zivilgesellschaft, die sich in Frankreich durch fast alle Bereiche der Arbeitswelt, des gesellschaftlichen oder familiären Lebens zieht.

1.2.3.2. In Deutschland und der Schweiz

In diesen beiden Ländern agiert die Zivilgesellschaft vor allem in Form ehrenamtlicher Tätigkeiten, wobei das Ehrenamt ursprünglich der Pflicht zur Hilfeleistung entspringt.

Im Gegensatz zu Frankreich begünstigt auch die dezentralisierte Verwaltungsstruktur dieser beiden Länder eine aktive Bürgerbeteiligung in Form von Referenden, Foren und Volksbefragungen bei Projekten auf bürgerlicher Ebene im Rahmen der direkten Demokratie.

1.2. Das Konzept der Zivilgesellschaft

1.2.1. Begriffsbestimmung

Zahlreiche Veranstaltungen wie „gemeinsame“ Stadtratssitzungen, Erfolgsprojekte wie ABIBAC, der Museumspass am Oberrhein und verschiedene Programme der Volkshochschule belegen parallel zur institutionellen Kooperation die Dynamik und den Facettenreichtum der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit auf Ebene der Zivilgesellschaft.

Für das Konzept des Bürgerengagements und den Begriff selbst der Zivilgesellschaft gibt es allerdings in jedem Land unterschiedliche Lesarten. Der Versuch einer gemeinsamen Begriffsbestimmung für das Konzept der Zivilgesellschaft muss daher einer Analyse der Möglichkeiten der Bürgerbeteiligung im Rahmen der Metropolregion Oberrhein vorangestellt werden.

Der Begriff der Zivilgesellschaft ist ein Konzept, für das es zahlreiche Deutungen gibt. So beschrieb der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss⁷ in seiner Stellungnahme vom 22. September 1999 die Zivilgesellschaft als „Sammelbegriff für alle Formen sozialen Handelns von einzelnen oder Gruppen, die nicht auf Initiative des Staates zurückgehen und nicht von diesem gelenkt werden.“

Jacques Delors⁸ definierte die Zivilgesellschaft als „mehr oder weniger formalisierte Institutionen auf freiwilliger Basis, deren Gerüst das Recht ist, und die einen Ort der kollektiven Willensbildung und der Bürgervertretung darstellen“;

Die Entwicklung des Konzepts der Zivilgesellschaft lässt sich am besten über seine Entstehungsgeschichte analysieren. Im Mittelalter wurde die Zivilgesellschaft als Gegensatz zu den Kirchenverfehrern verstanden, die damals maßgeblich an der Regierungsführung beteiligt waren. Im Zeitalter der Aufklärung entwickelte sich das Konzept weiter und stand eher für einen Gegenpol zum Staat sowie einen gesellschaftlichen und individuellen Freiraum. Erst im 19. Jahrhundert wurde die Zivilgesellschaft formalisiert und erlangte Eigenständigkeit, im Rahmen des geltenden Rechtes und als vom Staat anerkannt. Dies ist der erste Schritt in Richtung einer partizipativeren, die repräsentative ergänzenden Demokratie.

Die Entwicklung der Zivilgesellschaft kann als kultureller Prozess auf dem Weg zur politischen Meinungsbildung und demokratischen Mitbestimmung der Bürger definiert werden.

Aber die Handlung der Bürger hat nur dann Legitimität, wenn sie weisungsgebunden, von den Bürgern als juristischen Subjekten mit verfassungsmäßig garantierten Grundfreiheiten, in völliger Unabhängigkeit vom Staat und seinen Institutionen organisiert wird.

Dies definiert die so genannte „organisierte“ Zivilgesellschaft, d. h. die Gesamtheit aller Bürgerorganisationen, institutionell oder nicht, die als Transmissionsriemen zwischen dem Staat und seinen Bürgern fungieren.

Der Begriff der organisierten Zivilgesellschaft betrifft damit den Teil der Bürger, die sich in einer Struktur zusammengeschlossen haben und steht im Gegensatz zum einzelnen Bürger, der ein „Subjekt“ der Zivilgesellschaft bleibt.

⁷ Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses zum Thema „Die Rolle und der Beitrag der organisierten Zivilgesellschaft zum europäischen Einigungswerk“ - Ref.: CES 85/1/99 – 22. September 1999.

⁸ Rede von Jacques Delors auf der „Ersten Konferenz über die organisierte Zivilgesellschaft auf Gemeinschaftsebene“ des Wirtschafts- und Sozialrates, Brüssel – 15. und 16. Oktober 1999.

insbesondere durch Hinzufügen der Kantone Aargau, Solothurn und Jura in der Schweiz sowie mehrerer Landkreise in Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz.

Auf regionaler Ebene werden seit 1988 **Dreiländerkongresse** organisiert, bei denen es sich um alle zwei Jahre stattfindende Veranstaltungen zu Schwerpunktthemen handelt. Auf dem letzten, 2008 in Straßburg abgehaltenen Dreiländerkongress wurde die Gründung der **Metropolregion Oberrhein** beschlossen.

Auf Kommunalebene wurden die Kooperationsplattformen **Regio Pamina, Regio-Tri-Rhena und Centre**⁵ (aufgelöst in 2006) gegründet.

1997 wurde auf Initiative des Präsidenten des elsässischen Regionalrats der trinationale **Oberrheinrat** gegründet, eine politische Instanz zur gegenseitigen Information und politischen Absprache.

Am 22. Januar 2003 wurde während des deutsch-französischen Gipfels anlässlich des 40. Jahrestages des Elysée-Vertrags in Straßburg die Gründung des ersten **Eurodistrikts Straßburg-Ortenau** beschlossen. Im Anschluss daran wurden der **Eurodistrikt Colmar-Freiburg** (2006) und der **Trinationale Eurodistrikt Basel**⁶ (2007) gegründet.

Über die **INTERREG-Gemeinschaftsinitiative** des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (ERRE) entstanden 1990 zwei Förderprogramme im Oberrheingebiet:

- INTERREG PAMINA (Norden, deutsch-französisch) ;
- INTERREG Mitte-Süd (Süden, deutsch-französisch-schweizerisch).

INTERREG ermöglichte außerdem die Einrichtung zahlreicher grenzüberschreitender Strukturen (Infobest, gemeinsames Sekretariat der Oberrheinkonferenz, Euro-Info-Verbraucher, Euro-Institut, Regio PAMINA).

1.1.2. Auf Bürgerbene

Unabhängig von der institutionellen Zusammenarbeit führen Akteure der Zivilgesellschaft schon seit langem zahlreiche gemeinsame Projekte mit ihren deutschen und schweizerischen Nachbarn durch. Städtepartnerschaften waren dabei die Vorreiter, aber auch in den Bereichen Sport, Jugend und Kultur gibt es unzählige Begegnungen, die am Oberrhein zum festen Bestandteil des Alltags gehören.

Die in bestimmten Sektoren stattfindende grenzüberschreitende Zusammenarbeit führte in manchen Fällen sogar zur Einrichtung eigener internationaler Instanzen. Dazu gehören z. B.:

- Industrie- und Handelskammern am Oberrhein;
- Der Hochschulverbund „EUCOR“;
- Internationale Gewerkschaftsverbände;
- Das grenzüberschreitende Beratungsnetz für das Handwerk;
- Internationale Mieterverbände;
- Religiöse und karitative Einrichtungen;
- Partnerschaften zwischen Arbeitsagenturen;
- Das Aktionsprogramm Eures-T Oberrhein mit dem Ziel der Förderung des grenzüberschreitenden Arbeitsmarkts im Oberrheingebiet;
- usw. ...

⁵ Siehe Karte im Anhang

1. Hintergrund

Das deutsch-französisch-schweizerische Oberrheingebiet blickt auf eine langjährige Erfahrung in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zurück, deren Meilensteine im Vorfeld der Begriffsbestimmung der „Zivilgesellschaft“ an dieser Stelle nochmals ins Gedächtnis gerufen werden sollen.

1.1. Bestehende Initiativen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit

1.1.1. Auf institutioneller Ebene

Ausgangspunkt war die Schaffung der „Regiogesellschaften“ zur Entwicklung von Kooperationsnetzwerken: Regio Basiliensis (1963), Haut-Rhin (1976), Freiburg (1984).

Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit am Oberrhein wurde bereits 1975 mit Unterzeichnung des **Bonner Abkommens** vom 22. Oktober 1975³ institutionalisiert, das die Bildung einer **deutsch-französisch-schweizerischen Regierungskommission** zur „Prüfung und Lösung von nachbarschaftlichen Fragen in der Oberrheinregion“ vorsah (Artikel 1). Dieses Abkommen sieht zwar keine speziellen Themen vor, legt jedoch die Gebietskulisse für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Oberrheingebiet fest:

- In Frankreich: Die Départements *Bas-Rhin* und *Haut-Rhin* (die gebietskörperschaftliche Ebene der Region Elsass gab es damals noch nicht);
- In der Schweiz: Die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft;
- In Deutschland: Für das Land Baden-Württemberg das Gebiet der Regionen Mittlerer Oberrhein, Südlicher Oberrhein und des Landkreises Lörrach;
- Für Rheinland-Pfalz das Gebiet der Region der damaligen Südpfalz.

Die Einrichtung der deutsch-französisch-schweizerischen **Oberrheinkonferenz** im Jahre 1991 bildete eine weitere wichtige Etappe. Die Konferenz setzt sich wie folgt zusammen:

- Frankreich: Staat und Gebietskörperschaften, Départements, Region;
- Schweiz: Die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft;
- Deutschland: Die Länder Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz.

Die Oberrheinkonferenz funktioniert mit thematischen Arbeitsgruppen.

Das Basler Abkommen vom 21. September 2000⁴ veränderte das Bonner Abkommen durch eine staatsvertragliche Verankerung der Oberrheinkonferenz sowie durch eine geographische Erweiterung,

³ Bonner Abkommen vom 22. Oktober 1975 durch Notenwechsel vom 22. Oktober 1975 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Eidgenossenschaft zur Bildung einer Regierungskommission zur Prüfung und Lösung von nachbarschaftlichen Fragen.
⁴ Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Oberrheingebiet, unterzeichnet in Basel am 21. September 2000.

Einführung

Die am 11. Januar 2008 in Straßburg abgehaltene Oberrhein-Konferenz bildete einen neuen Meilenstein in der deutsch-französisch-schweizerischen Zusammenarbeit.

Zu diesem Anlass wurde beschlossen, die bereits in Einzelsektoren bestehenden Formen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in ein globales Zukunftsprojekt einzubinden und **der Aufbau einer trinationalen Metropolregion Oberrhein** besiegelt. Das erklärte Ziel ist, das Oberrheingebiet zu einem wichtigen wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Entwicklungsstandort zu machen, dessen Ausstrahlung weit über die Verwaltungs- und Landesgrenzen hinaus reicht.

Die auf der Oberrhein-Konferenz unterzeichnete Gemeinsame Erklärung¹ definiert das Projekt der Metropolregion. Einer der wesentlichen Aspekte dieses Vorhabens ist eine starke Einbindung der Zivilgesellschaft. Den Bürgern soll die Möglichkeit gegeben werden, ihre Vorstellungen auch ohne die Einrichtung einer zusätzlichen institutionellen Struktur einbringen zu können mit dem Ziel, in Übereinstimmung mit der Erklärung die Herausbildung eines echten Zusammengehörigkeitsgefühls am Oberrhein zu erreichen.

Die Zivilgesellschaft entlang des Rheins ist lebendig und bildet eine wesentliche Säule dieser Initiative. Es war der Wunsch des im August 2009 verstorbenen Präsidenten der Region Elsass, Adrien Zeller, an den dieses Projekt herangetragen worden war, dass der seinem Wesen nach die Zivilgesellschaft repräsentierende Wirtschafts- und Sozialrat des Elsass² aktiv an den in diesem Rahmen angestellten Überlegungen und unterbreiteten Vorschlägen beteiligt wird. Per Schreiben vom 24. Dezember 2008 beauftragte er förmlich den CESA, sich des Projekts anzunehmen. Des Weiteren bat er den CESA, das Elsass in der Säule der Zivilgesellschaft zu repräsentieren.

Durch Anhörung der Bürger in speziellen Foren soll ein geschützter und anerkannter Lebensraum geschaffen werden, der von seinen Bewohnern in allen Alltagsbereichen als gemeinsamer Raum empfunden wird. Die Metropolregion Oberrhein positioniert sich als grenzüberschreitende Region mit harmonischer Entwicklung.

Der CESA stütze seine Überlegungen auf zwei Kernthemen:

- Begriffsbestimmung der Zivilgesellschaft am Maßstab eines solchen Gebietes;
- Einbeziehung der Zivilgesellschaft in die Metropolregion Oberrhein.

¹ „Gemeinsame Erklärung für eine trinationale Metropolregion Oberrhein“, unterzeichnet in Straßburg am 11. Januar 2008
² Im weiteren Text: „CESA“.

Espace du Rhin supérieur en 2007



Inhalt

Einführung	7
1. Hintergrund	8
1.1. Bestehende Initiativen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit	8
1.1.1. Auf institutioneller Ebene	8
1.1.2. Auf Bürgerebene	9
1.2. Das Konzept der Zivilgesellschaft	10
1.2.1. Begriffsbestimmung	10
1.2.2. Die Zivilgesellschaft im Obertheinengebiet	11
1.2.3. Die Organisationsformen der Zivilgesellschaft	11
1.2.4. Die Ausdrucksformen der Zivilgesellschaft	12
1.2.5. Die Legitimität der Zivilgesellschaft	12
1.3. Die Metropolregion Oberrhein	13
1.3.1. Das Gebiet der Metropolregion	13
1.3.2. Das Projekt der Metropolregion: Die Gemeinsame Erklärung	14
1.3.3. Das Säulenmodell der Metropolregion Oberrhein	14
2. Die Vorschläge des CESA: „Verstehen, nachdenken, Impulse liefern“	17
2.1. Vorschlag 1: „Verstehen“	18
2.2. Vorschlag 2: „Nachdenken“	19
2.3. Vorschlag 3: „Impulse liefern“	20
Schlussfolgerung	23
Anhänge	25
Anhang 1 : Gemeinsame Erklärung 11. Dreiländerkongress	27
Anhang 2 : Territoires de coopération de coopération du Rhin Supérieur	33
Wir danken	35
Kontakt	36

Unter Berücksichtigung des französischen Gesetzes Nr. 82-213 vom 2. März 1982 über die Rechte und Freiheiten der Kommunen, Départements und Regionen,

unter Berücksichtigung von Artikel L. 4111-1 ff. der französischen territorialen Gebietskörperschaftsordnung über den Aufbau der Regionen,

unter Berücksichtigung von L. 4241-1 und L. 4241-2 . der französischen territorialen Gebietskörperschaftsordnung über die Zuständigkeiten des regionalen Wirtschafts- und Sozialrates (*Conseil économique et social* - CESA),

unter Berücksichtigung des Mandatsauftrags des Präsidenten des Regionalrats vom 24. Dezember 2008,

unter Berücksichtigung des Entwurfs einer Stellungnahme des CESA-Ausschusses „Gebiete und Zusammenarbeit“ vom 19. März 2010,

unter Berücksichtigung der Entscheidung des CESA-Präsidiums vom 13. April 2010,

Anne SANDER, Berichterstatterin vor dem Plenum,

wählte der Wirtschafts- und Sozialrat des Elsass
vorliegende Stellungnahme mit

51 Stimmen Pro
1 Stimme Contra
7 Enthaltungen

Stellungnahme

•••••

Die Zivilgesellschaft

am Oberrhein:

„Verstehen,

nachdenken, Impulse

liefern“

Stellungnahme

vom 13. April 2010



Die Zivilgesellschaft am Oberrhein :
« Verstehen, nachdenken, Impulse liefern »
vom 13. April 2010

Commission Territoires et coopérations